

Pour diffusion immédiate

Transcontinental inc. annonce ses résultats de l'exercice financier 2015

Faits saillants de 2015

- Croissance des revenus pour atteindre 2 002,2 millions de dollars en 2015.
- Croissance de 6,9 % du résultat opérationnel avant amortissement ajusté.
- Hausse de 13,4 % du résultat net attribuable aux actions participantes ajusté.
- Conclusion de la transaction liée à la vente des magazines consommateurs pour la somme de 56,0 millions de dollars.
- Conclusion de l'acquisition de Ultra Flex Packaging Corp., un fournisseur de produits d'emballages souples, basé à Brooklyn, New York.
- Obtention de nouveaux contrats dans le secteur de l'impression et de l'emballage pour une valeur de plus de 30 millions de dollars sur une base annualisée.
- Maintien d'une solide position financière avec un ratio d'endettement net de 0,9x.

Montréal, le 8 décembre 2015 - Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B) annonce ses résultats de l'exercice financier 2015 qui s'est terminé le 31 octobre 2015.

« Nous avons connu une excellente année 2015, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de TC Transcontinental. Encore une fois, notre division de l'impression et notre secteur des médias ont démontré de la ténacité en haussant leur profitabilité dans un marché en transformation.

« Dans la division de l'impression, nous avons continué d'optimiser notre plateforme, de signer de nouvelles ententes clients et de développer le marché porteur du marketing sur le lieu de vente. En ce qui a trait au secteur des médias, nous avons obtenu une hausse notable de la profitabilité grâce à une gestion proactive de notre portefeuille de publications, à une croissance de nos ventes numériques ainsi qu'à l'augmentation de nos sources de revenus non liées à la publicité.

« De plus, je suis particulièrement satisfait des avancées majeures que nous avons réalisées dans notre division de l'emballage, un créneau à fort potentiel de croissance, a poursuivi François Olivier. Non seulement avons-nous doublé notre position dans le marché par l'entremise de l'acquisition de Ultra Flex Packaging en fin d'année, mais nous avons également signé un contrat pluriannuel avec un chef de file de l'industrie laitière nord-américaine.

« Finalement, grâce à la capacité de nos actifs bien établis à générer d'importants flux de trésorerie et à notre saine situation financière, nous sommes en bonne posture pour poursuivre notre transformation. »

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T4-2015	T4-2014	%	2015	2014	%
Revenus	540,1	548,2	(1,5)	2 002,2	1 990,4	0,6
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (BAIIA ajusté)	114,3	119,1	(4,0)	378,7	354,1	6,9
Résultat opérationnel ajusté (BAII ajusté)	87,8	92,4	(5,0)	276,7	253,2	9,3
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	60,6	63,6	(4,7)	186,7	164,7	13,4
Par action	0,78	0,81	(3,7)	2,39	2,11	13,3
Résultat net attribuable aux actions participantes	100,2	9,0	-	262,6	105,1	-
Par action	1,28	0,12	-	3,36	1,35	-

Veuillez consulter le tableau «Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS» dans le présent communiqué de presse.

Résultats du quatrième trimestre de 2015

Les revenus du quatrième trimestre de 2015 sont passés de 548,2 millions à 540,1 millions de dollars. La baisse résulte des effets persistants de la transformation du marché sur les résultats de la division de l'impression et du secteur des médias. La perte de certains clients en début d'exercice financier concernant les activités d'impression de circulaires a été atténuée par de nouveaux contrats déjà annoncés, par la progression de l'offre d'impression de produits de marketing sur le lieu de vente et par une hausse de revenus liés aux activités dans le numérique. Par ailleurs, le volume d'activité dans le créneau d'impression de circulaires est demeuré relativement stable. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et l'acquisition de Ultra Flex Packaging, annoncée en octobre 2015, ont également eu un effet favorable.

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 92,4 millions à 87,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, représentant une diminution de 5,0 %. En excluant l'effet du taux de change, l'effet net des acquisitions, cessions et fermetures, et l'effet défavorable de la charge de rémunération à base d'actions, le résultat opérationnel ajusté aurait seulement diminué de 1,7 million de dollars, surtout en raison des initiatives de réduction et d'optimisation de la structure de coûts qui ont permis de partiellement contrebalancer la baisse de revenus.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a diminué de 4,7 %, passant de 63,6 millions de dollars, ou 0,81 \$ par action, à 60,6 millions, ou 0,78 \$ par action. En excluant l'effet défavorable de la charge de rémunération à base d'actions, le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté aurait augmenté de 1,5 million de dollars en raison de bonnes performances dans les opérations. Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de 9,0 millions de dollars, ou 0,12 \$ par action, à 100,2 millions, ou 1,28 \$ par action. Cette hausse provient principalement d'un ajustement favorable aux actifs d'impôt sur le résultat différé aux États-Unis, d'une diminution de la charge reliée à la dépréciation d'actifs et d'une baisse des frais de restructuration et autres coûts (revenus).

Résultats de l'exercice financier 2015

En 2015, les revenus de TC Transcontinental ont progressé de 0,6 %, passant de 1 990,4 millions à 2 002,2 millions de dollars. Les acquisitions, particulièrement celle de Capri Packaging et celle de journaux hebdomadaires au Québec ont principalement contribué aux revenus. La signature de nouvelles ententes dans plusieurs créneaux et l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien ont aussi eu un effet favorable. La hausse des revenus a toutefois été atténuée par les effets de la transformation du marché sur les résultats de la division de l'impression et du secteur des médias, par la perte de certains clients en début d'exercice financier qui a eu un impact sur les activités d'impression et de distribution de circulaires et par la vente de certains actifs.

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 253,2 millions en 2014 à 276,7 millions de dollars en 2015, soit une hausse de 9,3 %. Cette hausse est principalement liée à la contribution des acquisitions, des cessions et des fermetures, et à l'effet favorable du taux de change. En excluant l'effet du taux de change, l'effet net des acquisitions, cessions et fermetures, et l'effet défavorable de la charge de rémunération à base d'actions, le résultat opérationnel ajusté aurait augmenté de 5,1 millions de dollars en raison de bonnes performances dans les opérations.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 13,4 %, passant de 164,7 millions de dollars, ou 2,11 \$ par action, à 186,7 millions, ou 2,39 \$ par action. En excluant l'effet défavorable de la charge de rémunération à base d'actions, le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté aurait augmenté de 16,8 % en raison de bonnes performances dans les opérations. Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de 105,1 millions de dollars, ou 1,35 \$ par action, à 262,6 millions, ou 3,36 \$ par action. Cette augmentation provient principalement de la hausse du résultat opérationnel ajusté, d'un ajustement favorable aux actifs d'impôt sur le résultat différé aux États-Unis, d'une baisse des frais de restructuration et autres coûts (revenus), d'un gain lié à la vente des activités d'édition de magazines consommateurs et de la réduction de la charge reliée à la dépréciation d'actifs.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2015* ainsi que les états financiers disponibles à la section « Investisseurs » de notre site web www.tc.tc

Événements postérieurs à la date de clôture

Conclusion d'une entente de principe avec The Globe and Mail Inc.

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu une entente de principe avec The Globe and Mail Inc. visant l'impression du journal *The Globe and Mail*. La Société recevra prochainement un paiement unique de 31,0 millions de dollars pour compenser les réductions de prix sur les services futurs sur la durée restante du contrat. Le montant reçu sera comptabilisé à titre de revenus reportés et amorti aux revenus au cours des prochains exercices.

Changement à la haute direction

Ted Markle, président de TC Media, quittera l'entreprise le 31 décembre prochain. Au terme d'une réflexion personnelle, M. Markle a pris cette décision afin d'entreprendre un nouveau volet à sa carrière et relever de nouveaux défis professionnels. Nous avons développé des dirigeants aguerris qui ont l'expérience et les capacités pour assumer les responsabilités additionnelles qui résultent de ce départ. La Société tient à remercier M. Markle de sa précieuse contribution au fil des ans.

Perspectives 2016

Au cours de l'exercice 2015, à l'exception de certaines pertes de clients, notre volume d'impression de circulaires est demeuré stable et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra au cours de l'exercice 2016. Nous poursuivrons également l'évolution de notre offre de produits de marketing sur le lieu de vente destinée aux détaillants et le contrat non récurrent d'impression pour le Recensement du Canada aura aussi un effet positif. Cependant, nous prévoyons une baisse au chapitre du volume d'impression de journaux en raison du virage numérique effectué par certains éditeurs; par contre, nous poursuivrons nos efforts afin d'intégrer de nouveaux éditeurs. Finalement, nous continuerons nos initiatives d'efficacité opérationnelle afin de contrebalancer la transformation de l'industrie de l'impression.

Nous continuerons l'exécution de notre stratégie de diversification dans l'emballage souple. Au sein des activités existantes, nous compléterons l'intégration de l'acquisition de Ultra Flex Packaging afin de réaliser certaines synergies et de profiter d'une force de vente nationale qui permettra de faire croître nos revenus. Finalement, nous maintiendrons notre approche disciplinée d'acquisitions dans ce marché prometteur afin d'investir dans des actifs de qualité qui répondent à nos critères stratégiques.

Au sein du secteur des médias, nous poursuivrons la croissance de nos produits numériques stratégiques et profitables et nous continuerons d'adapter notre structure de coûts afin de limiter l'effet des conditions de marchés publicitaires difficiles qui se maintiendront.

Nos flux de trésorerie importants et notre excellente santé financière devraient nous permettre de poursuivre notre transformation au cours de laquelle nous prévoyons déboursier environ 75 millions de dollars en 2016 en ce qui a trait à nos dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles. Finalement, nous continuerons d'établir les fondations de notre division de l'emballage tout en maximisant nos activités d'impression et en renforçant notre secteur des médias.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent communiqué de presse ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. La direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières IFRS et celles non conformes aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos le 31 octobre		Exercices clos le 31 octobre	
	2015	2014	2015	2014
Résultat net attribuable aux actions participantes	100,2	9,0	262,6	105,1
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	—	1,7	—	6,8
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)	0,5	(0,4)	0,6
Résultat net lié aux activités abandonnées	3,6	(2,7)	(25,6)	(1,5)
Impôts sur le résultat	(34,2)	12,2	15,6	38,5
Quote-part du résultat net des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	—	(0,1)	(0,3)	(0,7)
Frais financiers nets	(7,6)	5,3	6,2	19,6
Dépréciation d'actifs	25,6	45,1	27,2	45,8
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	0,3	21,4	(8,6)	39,0
Résultat opérationnel ajusté	87,8	92,4	276,7	253,2
Amortissement	26,5	26,7	102,0	100,9
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	114,3	119,1	378,7	354,1
Résultat net attribuable aux actions participantes	100,2	9,0	262,6	105,1
Ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé	(51,7)	—	(51,7)	(10,0)
Renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation	(11,9)	—	(11,9)	—
Résultat net lié aux activités abandonnées	3,6	(2,7)	(25,6)	(1,5)
Dépréciation d'actifs (après impôts)	20,8	41,2	22,0	41,7
Frais de restructuration et autres coûts (revenus) (après impôts)	(0,4)	16,1	(8,7)	29,4
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	60,6	63,6	186,7	164,7
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	78,1	78,0	78,1	78,0
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,78	0,81	2,39	2,11
			Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Dettes à long terme			347,7	358,7
Portion courante de la dette à long terme			36,4	118,1
Trésorerie			(38,6)	(35,2)
Endettement net			345,5	441,6
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)			378,7	354,1
Ratio d'endettement net			0,9 x	1,2 x

Dividende sur les actions participantes

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,17 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 20 janvier 2016 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 4 janvier 2016.

Conférence téléphonique

À l'occasion de la diffusion de ses résultats de l'exercice financier 2015, la Société tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 9 h 30. Les numéros de téléphone sont le 1 647 788-4922 ou 1 877 223-4471. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nathalie St-Jean, conseillère principale aux communications d'entreprise de TC Transcontinental, au 514 954-3581.

Profil

Premier imprimeur au Canada et œuvrant dans les domaines des médias imprimés et numériques, de l'emballage souple et de l'édition, TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société qui s'est d'ailleurs engagée auprès de ses parties prenantes à agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires et philanthropiques.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 8000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2015. Site www.tc.tc

Énoncés prospectifs

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Société, sa stratégie, ses résultats financiers prévisionnels et des perspectives quant à ses activités. La performance future de la Société pourrait aussi être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Ces facteurs incluent, entre autres, la conjoncture économique dans le monde, notamment au Canada et aux États-Unis, les changements structurels dans les industries où la Société exerce ses activités, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, la concurrence, la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer les acquisitions à ses activités, l'environnement réglementaire, la sécurité de ses produits d'emballage utilisés dans l'industrie alimentaire, l'innovation dans son offre et la concentration de ses ventes dans certains segments. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2015* ainsi que dans la dernière *Notice annuelle*.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 7 décembre 2015.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 7 décembre 2015. De tels énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nathalie St-Jean
Conseillère principale
aux communications d'entreprise
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-3581
nathalie.st-jean@tc.tc
www.tc.tc

Communauté financière

Jennifer F. McCaughey
Vice-présidente aux communications
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@tc.tc
www.tc.tc

RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015

L'objectif de ce rapport de gestion est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc. Il s'agit plus précisément d'aider le lecteur à mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes quant à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de ses notes afférentes.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar » ainsi que le symbole « \$ » désignent des dollars canadiens. Dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une description complète est présentée dans le tableau #6, « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ». Le présent rapport devrait être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2015. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comprennent notamment, des énoncés relatifs à nos objectifs à moyen terme, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être affectée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 ainsi que dans la notice annuelle. Nous avertissons nos lecteurs que le tableau de la page suivante des énoncés prospectifs n'est pas exhaustif et les investisseurs qui s'y fient pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental inc. devraient tenir en compte les hypothèses et facteurs de risques associés.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, ni de regroupements d'entreprises, ni de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date du 7 décembre 2015.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 7 décembre 2015. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

SOMMAIRE DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Énoncés prospectifs	Hypothèses	Facteurs de risque
<p>Capacité de générer des flux de trésorerie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une réduction des dépenses publicitaires dans les médias imprimés continuera de toucher nos deux secteurs. - La Société sera en mesure de continuer à contrôler ses coûts. - Des retombées tel que prévu de nos ententes commerciales. - Le maintien du niveau de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités. - Un taux de croissance modéré de l'économie nord-américaine. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'incidence des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résultent. - Notre capacité à continuellement améliorer notre efficacité opérationnelle. - Une hausse importante du prix de nos matières premières et intrants. - La renégociation d'ententes commerciales d'impression avec certains de nos principaux clients pourrait engendrer une baisse du résultat opérationnel malgré des ententes à long terme.
<p>L'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajusté estimée à la suite de l'acquisition de Ultra Flex Packaging</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La rétention d'employés clés nous permettra de faciliter l'intégration de cette acquisition. - Nos compétences manufacturières contribueront à l'efficacité des opérations. - Notre capacité de développer de nouvelles occasions d'affaires afin d'assurer la croissance de l'investissement. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation anticipée des ventes et du résultat opérationnel avant amortissement ajusté pourrait prendre plus de temps que prévu à se réaliser.

DÉFINITION DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT DE GESTION

Afin de faciliter la lecture de ce rapport de gestion, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

Termes utilisés	Définitions
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion courante de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois
Résultat net attribuable aux actions participantes	Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société déduction faite des dividendes sur actions privilégiées
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	Résultat net attribuable aux actions participantes, avant frais de restructuration et autres coûts (revenus) (déduction faite des impôts sur le résultat y afférents), la dépréciation d'actifs (déduction faite des impôts sur le résultat y afférents), l'ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé, le renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation, et le résultat net lié aux activités abandonnées
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel avant frais de restructuration et autres coûts (revenus), ainsi que la dépréciation d'actifs
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts (revenus), ainsi que la dépréciation d'actifs

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

Premier imprimeur au Canada et œuvrant dans les domaines des médias imprimés et numériques, de l'emballage souple et de l'édition, TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société qui s'est d'ailleurs engagée auprès de ses parties prenantes à agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires et philanthropiques.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 8000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2015. Site www.tc.tc

Le secteur de l'impression et de l'emballage

TC Imprimeries Transcontinental est le troisième imprimeur en importance en Amérique du Nord. La division dispose du plus vaste réseau d'imprimeries à la fine pointe de la technologie au Canada. Plus de 4000 employés y offrent des solutions d'impression novatrices en matière de circulaires destinées à la vente au détail, de magazines, de journaux, de livres en couleur et de produits marketing personnalisés et de masse, incluant le matériel promotionnel sur le lieu de vente, qui répondent tant aux besoins des spécialistes du marketing que des éditeurs.

TC Emballages Transcontinental, pour sa part, offre une gamme de produits d'emballages souples et des services de prémédia dans de nombreux marchés, notamment ceux des produits alimentaires et des boissons. Cette division compte plus de 500 employés œuvrant dans quatre entités au Canada et aux États-Unis.

Le secteur des médias

TC Media est un chef de file de solutions médias et de marketing interactif au Canada employant près de 3000 personnes. Le secteur rejoint les consommateurs canadiens à travers ses produits d'édition imprimés et numériques, en français et en anglais, qui se déclinent comme suit : journaux, livres éducationnels, publications spécialisées pour les professionnels, contenus promotionnels pour les détaillants, outils de marketing de masse et personnalisé, applications mobiles et interactives, et services de distribution géociblés de porte en porte et sur plateformes numériques.

PRÉAMBULE

Le présent rapport de gestion analyse l'évolution de nos activités et résultats en excluant nos activités d'édition de magazines consommateurs qui ont été vendues au cours de l'exercice et qui sont maintenant présentées à titre d'activités abandonnées dans les états financiers de la Société, à l'exception du résultat net attribuable aux actions participantes et de l'actif net au 31 octobre 2014.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2015

- Les revenus sont passés de 1 990,4 millions de dollars en 2014 à 2 002,2 millions au cours de l'exercice 2015, une augmentation de 11,8 millions, soit 0,6 %.
- Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 23,5 millions de dollars, soit 9,3 %, passant de 253,2 millions en 2014 à 276,7 millions en 2015.
- Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 22,0 millions de dollars, soit 13,4 %, passant de 164,7 millions en 2014 à 186,7 millions en 2015.
- L'endettement net a diminué de 96,1 millions de dollars, passant de 441,6 millions au 31 octobre 2014 à 345,5 millions au 31 octobre 2015. Le ratio d'endettement net de la Société a également diminué, passant de 1,2x au 31 octobre 2014 à 0,9x au 31 octobre 2015.
- Le 16 mars 2015, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende de 6,25 % par action participante, le portant à 0,68 \$ par année.
- Le 12 avril 2015, la Société a conclu la transaction de vente des magazines consommateurs.
- Le 30 septembre 2015, la Société a conclu l'acquisition de Ultra Flex Packaging Corp., un fournisseur d'emballages souples situé à Brooklyn, New York.
- Obtention de nouveaux contrats dans le secteur de l'impression et de l'emballage pour une valeur de plus de 30 millions de dollars sur une base annualisée.

STRATÉGIE

La stratégie de croissance de TC Transcontinental repose sur quatre principes fondamentaux :

1. Être le chef de file dans les marchés desservis,
2. Établir un avantage concurrentiel,
3. Maintenir une approche disciplinée en matière d'acquisitions et de gestion financière visant à générer des profits et des flux de trésorerie récurrents,
4. Fidéliser les clients.

Au fil des ans, la Société a ainsi développé de solides compétences dans le domaine manufacturier ainsi que dans le domaine de la création, de l'organisation et de la distribution de contenus imprimés et numériques. Sur ces bases, elle tisse chaque jour des relations d'affaires durables, et ce, plus particulièrement avec les grands détaillants qui représentent près de la moitié du chiffre d'affaires de l'entreprise.

Dynamique du marché

La transformation en cours dans les industries des médias et du marketing a eu des effets profonds sur l'industrie de l'impression et de l'édition dans son ensemble. Les produits imprimés demeurent une composante clé du mixte médiatique choisi par les spécialistes du marketing, mais leur croissance est limitée en raison de l'importance grandissante des nouveaux médias et des nouvelles plateformes de communication comme les appareils mobiles et canaux numériques. Les imprimeurs qui tireront profit de ce marché en évolution sont ceux qui se dotent de technologies à la fine pointe afin d'abaisser leurs coûts de production, qui offrent un réseau national à proximité de leurs clients, et qui peuvent leur proposer une gamme complète de solutions intégrées.

De plus, certains facteurs macroéconomiques, dont l'évolution des technologies et plateformes de communication, ainsi que la mondialisation des marchés ont des effets sur nos activités. Ensemble, ces nouvelles tendances influencent les demandes et les attentes des clients. Elles les incitent à recourir de plus en plus à l'expérience du marketing personnalisé, aux nouvelles plateformes et aux offres de service intégré proposées par leurs fournisseurs. La Société entend donc profiter de ces tendances, particulièrement dans les segments de marché où elle occupe un avantage concurrentiel et qui mettent en valeur ses compétences clés.

Axes de croissance

Depuis toujours, TC Transcontinental vise la croissance en créant des produits et services innovants et en ayant recours à des acquisitions stratégiques. Être à l'écoute des besoins de ses clients et les accompagner dans leur développement sont les principaux facteurs de sa réussite. La Société entend ainsi poursuivre dans cette voie par l'entremise d'un plan de développement qui vise à renforcer et à maintenir sa position de chef de file dans ses activités d'exploitation reconnues, et à ériger un nouvel axe de croissance dans le domaine de l'emballage misant sur ses compétences, notamment son savoir-faire manufacturier.

Le plan de la Société se décline en trois objectifs :

Maximiser l'impression

TC Transcontinental met à profit sa division de l'impression en maximisant l'utilisation de sa plateforme nationale à la fine pointe de la technologie afin de générer de l'efficacité pour la Société et ses clients, en exploitant des créneaux spécifiques, comme l'impression de circulaires pour les détaillants.

Faire croître la division de l'emballage

TC Transcontinental veille à diversifier son offre en se taillant une place significative dans le domaine de l'emballage souple. Ainsi, elle entend augmenter ses parts de marché, tant par des acquisitions que de la croissance interne, par l'entremise de produits avec films multicouches, principalement au sein des industries de l'alimentation et de boissons.

Renforcer l'offre média et bâtir le numérique

La Société poursuit l'établissement de l'offre numérique dans son secteur des médias, tout en concentrant ses efforts vers le marché publicitaire local, les services marketing dont les services de contenus graphiques, l'information professionnelle et d'affaires et les contenus éducationnels. Le secteur vise de plus à attirer un nombre croissant de publics au profit d'annonceurs désireux de promouvoir de manière ciblée leurs produits et services.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - EXERCICE

(non audités)

Tableau #1 :

(en millions de dollars)	Revenus	%	Résultat opérationnel ajusté	%	Résultat net attribuable aux actions participantes
Pour l'exercice 2014	1 990,4 \$		253,2 \$		105,1 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	63,3	3,2 %	15,3	6,0 %	8,3
Activités existantes					
Taux de change	29,3	1,5 %	10,9	4,3 %	8,3
Croissance interne (négative)	(80,8)	(4,1) %	(2,7)	(1,1) %	0,1
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)					38,1
Dépréciation d'actifs					19,7
Renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotation					11,9
Ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé					41,7
Rachat des actions privilégiées					5,3
Activités abandonnées					24,1
Pour l'exercice 2015	2 002,2 \$	0,6 %	276,7 \$	9,3 %	262,6 \$

Revenus

Les revenus sont passés de 1 990,4 millions de dollars en 2014 à 2 002,2 millions en 2015, une augmentation de 11,8 millions, soit 0,6 %, qui s'explique ainsi :

- Au chapitre de nos acquisitions/cessions et fermetures, l'effet de nos acquisitions dans le domaine de l'emballage souple et de l'achat de journaux hebdomadaires au Québec, partiellement compensé par la vente d'une usine d'impression aux États-Unis en 2014, explique l'augmentation de 63,3 millions de dollars, soit 3,2 %.
- Les revenus de nos activités existantes, excluant l'effet positif du taux de change de 29,3 millions de dollars, ont diminué de 80,8 millions, soit 4,1 %, principalement en raison de la réduction des dépenses publicitaires de nos clients au sein de nos deux secteurs opérationnels. De plus, la perte de certains clients au chapitre de nos activités d'impression de circulaires et de distribution a été partiellement contrebalancée par de nouvelles ententes dans plusieurs de nos créneaux.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 253,2 millions de dollars en 2014 à 276,7 millions lors de l'exercice 2015, une hausse de 9,3 %. Cette variation s'explique ainsi :

- L'effet net des acquisitions/cessions et fermetures a entraîné une augmentation du résultat opérationnel ajusté de 15,3 millions de dollars, ou 6,0 %, principalement en raison de la contribution de l'acquisition de Capri Packaging et de l'acquisition de journaux hebdomadaires au Québec.
- En excluant l'effet du taux de change et l'effet défavorable de 7,8 millions de dollars relié à la charge de rémunération à base d'actions, le résultat opérationnel ajusté des activités existantes s'est amélioré de 5,1 millions par rapport à l'année précédente, surtout en raison des initiatives d'optimisation de notre structure de coûts qui ont permis de contrebalancer la baisse de nos revenus.

Frais de restructuration et autres coûts (revenus)

Les frais de restructuration et autres coûts (revenus) ont diminué de 47,6 millions de dollars (38,1 millions après impôts) par rapport à l'année précédente. Au cours de l'exercice 2015, un revenu de 8,6 millions de dollars (8,7 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts (revenus) » par rapport à une charge de 39,0 millions (29,4 millions après impôts) en 2014. Cette réduction est principalement expliquée par un renversement de la provision pour les régimes de retraite multi-employeurs de 22,6 millions de dollars, une réduction des charges reliées aux initiatives d'optimisation et de réductions de coûts et par des gains de 7,6 millions en lien avec la vente d'immeubles.

Dépréciation d'actifs

Une charge de dépréciation d'actifs de 27,2 millions de dollars a été enregistrée en 2015 (22,0 millions après impôts) par rapport à un montant de 45,8 millions (41,7 millions après impôts) en 2014, soit une baisse de 18,6 millions (19,7 millions après impôts) par rapport à l'année précédente. Lors de l'année financière 2015, une charge de radiation du goodwill de 8,3 millions de dollars a été enregistrée dans le groupe des solutions numériques du secteur des médias, en raison d'une diminution des activités. De plus, une charge de dépréciation de 12,8 millions de dollars a aussi été enregistrée reliée aux noms commerciaux de nos journaux hebdomadaires à l'extérieur du Québec, qui s'explique surtout par une réduction des revenus publicitaires. Les autres charges de dépréciation en 2015 sont majoritairement reliées à du matériel de production qui n'était plus utilisé. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur la trésorerie ou sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 13,4 millions de dollars au cours de l'exercice 2015, passant de 19,6 millions en 2014 à 6,2 millions en 2015. Cette baisse est principalement attribuable à une entente conclue avec les autorités fiscales qui a engendré un renversement des frais financiers nets de 11,9 millions de dollars relativement à des intérêts comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, suivant la réception d'avis de cotisation. Cette entente se soldera par un remboursement de l'ordre de 9,0 millions de dollars au cours du prochain exercice. En excluant cet ajustement, les frais financiers ont diminué de 1,5 million de dollars, surtout attribuables aux flux de trésorerie opérationnels excédentaires et à un taux d'intérêt moyen pondéré plus faible en 2015, partiellement contrebalancé par l'effet des déboursés en lien avec nos récentes acquisitions et le rachat des actions privilégiées.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont diminué de 22,9 millions de dollars, passant de 38,5 millions pour l'année 2014 à 15,6 millions pour l'exercice 2015. Cette diminution est principalement attribuable à un ajustement favorable aux actifs d'impôt sur le résultat différé aux États-Unis de 51,7 millions de dollars en raison de la revalorisation de pertes qui a été enregistré au quatrième trimestre de 2015 à la suite de l'acquisition de Ultra Flex Packaging, partiellement contrebalancé par une hausse du résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat.

En excluant les impôts sur le résultat portant sur les frais de restructuration et autres coûts (revenus), la dépréciation d'actifs, ainsi que l'ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 72,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2015, soit un taux d'imposition de 28,1 %, comparativement à 62,2 millions, ou 26,6 %, au cours de la même période de 2014. L'augmentation du taux est surtout attribuable à l'effet positif de cotisations relatives aux exercices antérieurs qui avaient été enregistrées en 2014.

Rachat des actions privilégiées

Le rachat durant le quatrième trimestre de 2014 des quatre millions d'actions privilégiées qui conféraient aux porteurs un dividende trimestriel de 0,4253 \$ explique une augmentation du résultat net attribuable aux actions participantes de 5,3 millions de dollars, déduction faite des frais financiers nets des impôts.

Activités abandonnées

Un résultat net lié aux activités abandonnées de 25,6 millions de dollars a été enregistré pour l'exercice 2015 par rapport à un résultat net de 1,5 million pour l'exercice 2014. L'exploitation de nos activités d'édition de magazines consommateurs a généré un résultat net de 1,5 million de dollars en 2014 par rapport à un résultat net de -2,9 millions en 2015. L'augmentation du résultat net lié aux activités abandonnées est donc attribuable à un gain lié à la vente des activités d'édition de magazines consommateurs de 28,5 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents.

Résultat net attribuable aux actions participantes

Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de 105,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2014 à 262,6 millions pour l'exercice 2015. Cette amélioration est principalement attribuable à une hausse de notre résultat opérationnel ajusté ainsi qu'à un ajustement favorable aux actifs d'impôt sur le résultat différé aux États-Unis, une réduction de nos frais de restructuration et autres coûts(revenus), un gain lié à la vente des activités d'édition de magazines consommateurs et une baisse de la dépréciation d'actifs. Par action, le résultat net attribuable aux actions participantes s'est amélioré passant de 1,35 \$ à 3,36 \$.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 22,0 millions de dollars, ou 13,4 %, passant de 164,7 millions pour l'exercice 2014 à 186,7 millions pour l'exercice 2015, surtout en raison de la hausse de notre résultat opérationnel ajusté. Par action, il est passé de 2,11 \$ à 2,39 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - EXERCICE

(non audités)

Tableau #2 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Exercice clos le 31 octobre 2014	1 452,0 \$	590,6 \$	(52,2) \$	1 990,4 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	47,7	15,6	—	63,3
Activités existantes				
Taux de change	28,3	1,0	—	29,3
Croissance interne (négative)	(50,4)	(32,3)	1,9	(80,8)
Revenus - Exercice clos le 31 octobre 2015	1 477,6 \$	574,9 \$	(50,3) \$	2 002,2 \$
Résultat opérationnel ajusté - Exercice clos le 31 octobre 2014	234,9 \$	41,4 \$	(23,1) \$	253,2 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	7,7	7,6	—	15,3
Activités existantes				
Taux de change	10,9	—	—	10,9
Croissance interne (négative)	5,6	1,5	(9,8)	(2,7)
Résultat opérationnel ajusté - Exercice clos le 31 octobre 2015	259,1 \$	50,5 \$	(32,9) \$	276,7 \$

La Société a apporté des changements à sa structure organisationnelle. L'effet de ces changements sur l'information sectorielle est mineur. Par conséquent, certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de refléter ces changements.

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Au cours de l'exercice, les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont augmenté de 1,8 %, soit 25,6 millions de dollars, passant de 1 452,0 millions en 2014 à 1 477,6 millions en 2015. Au chapitre des acquisitions/cessions et fermetures, l'effet de 47,7 millions de dollars est surtout attribuable aux revenus additionnels générés lors des deux premiers trimestres de 2015 par l'acquisition de Capri Packaging et, dans une moindre mesure, par la contribution de Ultra Flex Packaging depuis le 30 septembre 2015. Ces montants ont été partiellement contrebalancés par la vente d'une usine d'impression aux États-Unis qui avait généré des revenus de 9,9 millions de dollars lors du premier trimestre de 2014. La diminution au chapitre des activités existantes, excluant l'effet positif de 28,3 millions de dollars en lien avec le taux de change, est principalement attribuable aux activités d'impression de circulaires qui ont été touchées par la perte d'un client américain et d'un détaillant canadien en début d'année. De plus, les activités d'impression dans les autres créneaux sont toujours visées par une réduction des dépenses publicitaires et par la transformation des médias imprimés, partiellement contrebalancées par la signature de nouvelles ententes et la progression de notre offre d'impression de produits de marketing sur le lieu de vente.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 24,2 millions de dollars, soit 10,3 %, passant de 234,9 millions en 2014 à 259,1 millions en 2015. La marge du résultat opérationnel ajusté a également augmenté, passant de 16,2 % en 2014 à 17,5 % pour l'exercice 2015. L'effet de 7,7 millions de dollars relié à nos acquisitions/cessions et fermetures est principalement en lien avec l'acquisition de Capri Packaging. Au chapitre des activités existantes, excluant l'effet positif du taux de change, la continuation de nos initiatives opérationnelles a permis de contrebalancer la baisse des revenus.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 2,7 %, soit 15,7 millions de dollars, passant de 590,6 millions en 2014 à 574,9 millions pour l'exercice 2015. L'effet positif de l'acquisition de journaux hebdomadaires au Québec (net des cessions et fermetures) permet de partiellement contrebalancer la réduction des revenus publicitaires qui continue de toucher nos activités.

Au cours de cette même période, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 9,1 millions de dollars, soit de 22,0 %, passant de 41,4 millions en 2014 à 50,5 millions pour l'exercice 2015. Cette hausse provient principalement de la contribution des acquisitions de journaux hebdomadaires et de l'effet de la fermeture de publications déficitaires ainsi que des initiatives de réduction de coûts qui ont permis de contrebalancer la baisse des revenus mentionnée ci-dessus. La marge opérationnelle ajustée du secteur est ainsi passée de 7,0 % en 2014 à 8,8 % pour l'exercice 2015.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -52,2 millions de dollars en 2014 à -50,3 millions pour l'exercice 2015. Le résultat opérationnel ajusté est passé de -23,1 millions de dollars en 2014 à -32,9 millions pour l'exercice 2015, principalement en raison d'une charge additionnelle de 7,8 millions de dollars reliée à la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action en 2015 par rapport à l'année précédente. Durant l'exercice 2015, le prix de l'action a augmenté de plus que 30 % par rapport à une baisse de près de 8 % lors de l'exercice 2014, ce qui a engendré une augmentation significative de la charge en 2015 par rapport à une diminution en 2014.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS – QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #3 :

(en millions de dollars)	Revenus		Résultat opérationnel ajusté	%	Résultat net attribuable aux actions participantes					
Quatrième trimestre de 2014	548,2	\$	92,4	\$	9,0	\$				
Acquisitions/cessions et fermetures	4,6		0,8	%	0,1	0,1	%	0,2		
Activités existantes										
Taux de change	11,7		2,1	%	3,2	3,4	%	2,1		
Croissance interne (négative)	(24,4)		(4,4)	%	(7,9)	(8,5)	%	(6,7)		
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)								16,5		
Dépréciation d'actifs								20,4		
Renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotation								11,9		
Ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé								51,7		
Rachat d'actions privilégiées								1,4		
Activités abandonnées								(6,3)		
Quatrième trimestre de 2015	540,1	\$	(1,5)	%	87,8	\$	(5,0)	%	100,2	\$

Revenus

Les revenus sont passés de 548,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 à 540,1 millions au quatrième trimestre de 2015, une diminution de 8,1 millions, soit 1,5 %. Cette variation s'explique ainsi :

- Les revenus des activités existantes, excluant l'effet du taux de change, ont diminué de 24,4 millions de dollars, notamment en raison de la transformation des industries de l'impression et des médias qui a touché nos deux secteurs opérationnels. À l'exception de la perte d'un client américain et d'un détaillant canadien en début d'année, nous constatons que le volume de nos activités d'impression de circulaires est stable. En ce qui concerne notre secteur des médias, nos activités existantes ont diminué principalement en lien avec la réduction des revenus publicitaires, malgré une hausse de nos revenus numériques dans les créneaux touchés.
- L'effet net des acquisitions/cessions et fermetures s'est traduit par une augmentation des revenus de 4,6 millions de dollars surtout en raison de la contribution des revenus depuis le 30 septembre 2015 de l'acquisition de Ultra Flex Packaging, partiellement contrebalancée par des cessions et fermetures de journaux hebdomadaires au Québec.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté est passé de 92,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 à 87,8 millions au quatrième trimestre de 2015, une diminution de 4,6 millions, soit 5,0 %. Cette variation s'explique ainsi :

- Le résultat opérationnel ajusté de nos activités existantes, excluant l'effet du taux de change, a diminué de 7,9 millions de dollars. Lorsqu'on exclut l'effet défavorable de 6,2 millions de dollars relié à la charge de rémunération à base d'actions, le résultat opérationnel ajusté de nos activités existantes a seulement diminué de 1,7 million, surtout en raison des initiatives de réduction et d'optimisation de notre structure de coûts qui ont permis de majoritairement contrebalancer la baisse de nos revenus.
- L'effet net des acquisitions/cessions et fermetures s'est traduit par une augmentation de 0,1 million de dollars. Au chapitre des acquisitions, le résultat opérationnel ajusté de Ultra Flex Packaging pour le mois d'octobre était de -0,1 million de dollars, qui comprend des ajustements liés à la comptabilisation de cette acquisition d'une valeur de 1,0 million. De plus, la fermeture de certains journaux hebdomadaires déficitaires au Québec a eu un effet positif de 0,2 million de dollars lors du quatrième trimestre.

Frais de restructuration et autres coûts (revenus)

Les frais de restructuration et autres coûts (revenus) ont diminué de 21,1 millions de dollars (16,5 millions après impôts) par rapport à l'année précédente. Au quatrième trimestre de 2015, un montant de 0,3 million de dollars (-0,4 million après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts (revenus) » par rapport à un montant de 21,4 millions (16,1 millions après impôts) en 2014. Cette baisse est principalement en lien avec une réduction de la dépense reliée aux initiatives d'optimisation et de réduction d'effectifs. De plus, en 2015, nous avons enregistré une dépense de 2,1 millions de dollars reliée à des projets d'acquisitions au sein de notre secteur de l'impression et de l'emballage qui a été plus que contrebalancée par une réduction de la provision relativement aux régimes d'invalidité à long terme.

Dépréciation d'actifs

Au quatrième trimestre de 2015, une charge de dépréciation d'actifs de 25,6 millions de dollars (20,8 millions après impôts) a été enregistrée par rapport à un montant de 45,1 millions (41,2 millions après impôts) au quatrième trimestre de 2014, soit une baisse de 19,5 millions de dollars (20,4 millions après impôts). Au quatrième trimestre de 2015, une charge de radiation du goodwill de 8,3 millions de dollars a été enregistrée dans le groupe des solutions numériques du secteur des médias, en raison d'une diminution des activités. De plus, une charge de dépréciation de 12,8 millions de dollars a aussi été enregistrée reliée aux noms commerciaux de nos journaux hebdomadaires à l'extérieur du Québec, et s'explique surtout par une réduction des revenus publicitaires. Les autres charges de dépréciation au quatrième trimestre de 2015 sont majoritairement reliées à du matériel de production qui n'était plus utilisé. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur la trésorerie ou sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 12,9 millions de dollars, passant de 5,3 millions en 2014 à -7,6 millions en 2015. Cette baisse est principalement attribuable à une entente conclue avec les autorités fiscales qui engendre un renversement des frais financiers nets de 11,9 millions de dollars relativement à des intérêts comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, suivant la réception d'avis de cotisation. Cette entente se soldera par un remboursement de l'ordre de 9,0 millions de dollars au cours du prochain exercice. En excluant ce montant, les frais financiers ont diminué de 1,0 million de dollars, surtout attribuables aux flux de trésorerie opérationnels qui ont permis de réduire notre niveau d'endettement et à un taux d'intérêt moyen pondéré plus faible en 2015.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat sont passés de 12,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 à -34,2 millions au quatrième trimestre de 2015. Cette diminution est principalement attribuable à un ajustement favorable aux actifs d'impôt sur le résultat différé aux États-Unis de 51,7 millions de dollars en raison de la revalorisation de pertes qui a été enregistré au quatrième trimestre de 2015 à la suite de l'acquisition de Ultra Flex Packaging, partiellement contrebalancé par une hausse du résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat.

En excluant les impôts sur le résultat portant sur les frais de restructuration et autres coûts (revenus), la dépréciation d'actifs, ainsi que l'ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 21,4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014, soit un taux d'imposition de 24,6 %, comparativement à 23,0 millions, ou 27,5 %, au quatrième trimestre de 2015. L'augmentation du taux est surtout attribuable à l'effet positif de cotisations relatives aux exercices antérieurs qui ont été enregistrées au quatrième trimestre de 2014.

Rachat des actions privilégiées

Le rachat durant le quatrième trimestre de 2014 des quatre millions d'actions privilégiées qui conféraient aux porteurs un dividende trimestriel de 0,4253 \$ explique une augmentation du résultat net attribuable aux actions participantes de 1,4 million de dollars, net des frais financiers et des impôts y afférents.

Activités abandonnées

Un résultat net lié aux activités abandonnées de -3,6 millions de dollars a été enregistré au quatrième trimestre de 2015, principalement en raison d'un ajustement au calcul préliminaire du gain lié à la vente des magazines consommateurs. Au quatrième trimestre de 2014, nous avons enregistré un résultat net de 2,7 millions de dollars en lien avec l'exploitation de nos activités abandonnées.

Résultat net attribuable aux actions participantes

Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de 9,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014 à 100,2 millions au quatrième trimestre de 2015. Cette variation s'explique majoritairement par un ajustement favorable aux actifs d'impôt sur le résultat différé aux États-Unis d'une valeur de 51,7 millions de dollars. De plus, cette hausse du résultat net est également attribuable à une diminution de la charge reliée à la dépréciation d'actifs et à une baisse des frais de restructuration et autres coûts (revenus). Par action, le résultat net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant de 0,12 \$ à 1,28 \$.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté a diminué de 3,0 millions de dollars, ou 4,7 %, passant de 63,6 millions au quatrième trimestre de 2014 à 60,6 millions au quatrième trimestre de 2015. Par action, il est passé de 0,81 \$ à 0,78 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS – QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #4 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Quatrième trimestre de 2014	396,6 \$	165,1 \$	(13,5) \$	548,2 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	7,7	(3,1)	—	4,6
Activités existantes				
Taux de change	11,2	0,5	—	11,7
Croissance interne (négative)	(15,0)	(10,3)	0,9	(24,4)
Revenus - Quatrième trimestre de 2015	400,5 \$	152,2 \$	(12,6) \$	540,1 \$
Résultat opérationnel ajusté - Quatrième trimestre de 2014	77,4 \$	22,7 \$	(7,7) \$	92,4 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	(0,1)	0,2	—	0,1
Activités existantes				
Taux de change	3,2	—	—	3,2
Croissance interne (négative)	(1,6)	0,3	(6,6)	(7,9)
Résultat opérationnel ajusté - Quatrième trimestre de 2015	78,9 \$	23,2 \$	(14,3) \$	87,8 \$

La Société a apporté des changements à sa structure organisationnelle. L'effet de ces changements sur l'information sectorielle est mineur. Par conséquent, certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de refléter ces changements.

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont augmenté de 3,9 millions de dollars, soit 1,0 %, passant de 396,6 millions au quatrième trimestre de 2014 à 400,5 millions au quatrième trimestre de 2015. La contribution des revenus de l'acquisition de Ultra Flex Packaging depuis le 30 septembre 2015 et l'appréciation du dollar américain ont plus que contrebalancé la décroissance interne lors du quatrième trimestre. Les activités d'impression de journaux, de magazines et de produits marketing sont toujours touchées par une réduction des dépenses publicitaires, partiellement contrebalancée par de nouveaux contrats déjà annoncés et notre offre d'impression de produits de marketing sur le lieu de vente qui a poursuivi sa progression. À l'exception de la perte d'un client américain et d'un détaillant canadien en début d'année, nous constatons que le volume de nos activités d'impression de circulaires est stable.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 1,9 %, soit de 1,5 million de dollars, passant de 77,4 millions au quatrième trimestre de 2014 à 78,9 millions au quatrième trimestre de 2015. Au chapitre des activités existantes, l'effet du taux de change et l'optimisation de notre structure de coûts ont permis de contrebalancer la perte de revenus mentionnée ci-dessus. Le résultat opérationnel ajusté de Ultra Flex Packaging pour le mois d'octobre était de -0,1 million de dollars, qui comprend des ajustements liés à la comptabilisation de cette acquisition d'une valeur de 1,0 million. La marge du résultat opérationnel ajustée a augmenté, passant de 19,5 % au quatrième trimestre de 2014 à 19,7 % au quatrième trimestre de 2015.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 12,9 millions de dollars, soit de 7,8 %, passant de 165,1 millions au quatrième trimestre de 2014 à 152,2 millions au quatrième trimestre de 2015. Au chapitre des activités existantes, nous constatons toujours une réduction des revenus publicitaires, malgré une hausse de nos revenus numériques dans les créneaux touchés. De plus, le retrait d'un détaillant du marché canadien continue aussi d'avoir un effet sur les activités de distribution. L'effet net des acquisitions/cessions et des fermetures provient principalement des cessions et fermetures de journaux hebdomadaires au Québec.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 0,5 million de dollars, soit 2,2 %, passant de 22,7 millions au quatrième trimestre de 2014 à 23,2 millions au quatrième trimestre de 2015 et la marge opérationnelle ajustée est passée de 13,7 % au quatrième trimestre de 2014 à 15,2 % en 2015. L'effet de nos initiatives de réduction de coûts et la contribution des cessions/fermetures de journaux hebdomadaires déficitaires ont permis de compenser la décroissance de nos revenus mentionnée ci-dessus.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -13,5 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2014 à -12,6 millions au quatrième trimestre de 2015. Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 6,6 millions de dollars, passant de -7,7 millions au quatrième trimestre de 2014 à -14,3 millions en 2015. Cette baisse est principalement attribuable à une charge additionnelle de 6,2 millions de dollars reliée à la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au quatrième trimestre de 2015 par rapport à l'année précédente. Durant le quatrième trimestre de 2015, le prix de l'action a augmenté de près de 37 % par rapport à une hausse de près de 11 % lors du quatrième trimestre de 2014, ce qui a engendré une augmentation significative de la charge par rapport à 2014.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Tableau #5 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2015				2014			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	540,1 \$	481,9 \$	490,5 \$	489,7 \$	548,2 \$	483,0 \$	477,5 \$	481,7 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	114,3	96,4	87,2	80,8	119,1	83,9	79,3	71,8
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté	21,2 %	20,0 %	17,8 %	16,5 %	21,7 %	17,4 %	16,6 %	14,9 %
Résultat opérationnel ajusté	87,8	71,6	61,6	55,7	92,4	58,0	55,5	47,3
Marge du résultat opérationnel ajusté	16,3 %	14,9 %	12,6 %	11,4 %	16,9 %	12,0 %	11,6 %	9,8 %
Résultat net attribuable aux actions participantes	100,2 \$	43,3 \$	81,2 \$	37,9 \$	9,0 \$	44,2 \$	34,7 \$	17,2 \$
Par action	1,28	0,55	1,04	0,49	0,12	0,56	0,45	0,22
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	60,6	48,8	39,1	38,2	63,6	37,4	34,4	29,3
Par action	0,78	0,62	0,50	0,49	0,81	0,48	0,44	0,38
En % de l'exercice	33 %	26 %	21 %	20 %	38 %	23 %	21 %	18 %

Le tableau ci-dessus présente l'évolution de nos résultats au cours des huit derniers trimestres. L'acquisition de Capri Packaging, en mai 2014, a contribué 82,0 millions de dollars américains (99,3 millions de dollars) aux revenus en 2015 et un résultat opérationnel avant amortissement ajusté de 19,5 millions américains (23,6 millions). De plus, l'acquisition de journaux hebdomadaires au Québec en juin 2014 et de nouveaux contrats dans plusieurs de nos créneaux permettent également de contrebalancer la décroissance au chapitre des revenus existants liés à la transformation des industries de l'impression et de l'édition. La Société travaille continuellement à optimiser sa structure de coûts et sa plateforme d'impression, ce qui permet d'améliorer le résultat opérationnel malgré le marché dans lequel elle évolue. Finalement, il est à noter que le volume d'activités est cyclique puisqu'il est majoritairement influencé par les dépenses marketing des clients qui sont plus élevées au quatrième trimestre.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent rapport de gestion ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs de notre rapport de gestion analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. La direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS.

Tableau #6 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos le 31 octobre		Exercices clos le 31 octobre	
	2015	2014	2015	2014
Résultat net attribuable aux actions participantes	100,2 \$	9,0 \$	262,6 \$	105,1 \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	—	1,7	—	6,8
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)	0,5	(0,4)	0,6
Résultat net lié aux activités abandonnées	3,6	(2,7)	(25,6)	(1,5)
Impôts sur le résultat	(34,2)	12,2	15,6	38,5
Quote-part du résultat net des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	—	(0,1)	(0,3)	(0,7)
Frais financiers nets	(7,6)	5,3	6,2	19,6
Dépréciation d'actifs	25,6	45,1	27,2	45,8
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	0,3	21,4	(8,6)	39,0
Résultat opérationnel ajusté	87,8 \$	92,4 \$	276,7 \$	253,2 \$
Amortissement	26,5	26,7	102,0	100,9
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	114,3 \$	119,1 \$	378,7 \$	354,1 \$
Résultat net attribuable aux actions participantes	100,2 \$	9,0 \$	262,6 \$	105,1 \$
Ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé	(51,7)	—	(51,7)	(10,0)
Renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation	(11,9)	—	(11,9)	—
Résultat net lié aux activités abandonnées	3,6	(2,7)	(25,6)	(1,5)
Dépréciation d'actifs (après impôts)	20,8	41,2	22,0	41,7
Frais de restructuration et autres coûts (revenus) (après impôts)	(0,4)	16,1	(8,7)	29,4
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	60,6 \$	63,6 \$	186,7 \$	164,7 \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	78,1	78,0	78,1	78,0
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,78 \$	0,81 \$	2,39 \$	2,11 \$
			Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Dette à long terme			347,7 \$	358,7 \$
Portion courante de la dette à long terme			36,4	118,1
Trésorerie			(38,6)	(35,2)
Endettement net			345,5 \$	441,6 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)			378,7 \$	354,1 \$
Ratio d'endettement net			0,9 x	1,2 x

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL – EXERCICE

(non auditées)

Tableau #7 :

(en millions de dollars)	2015	2014
Activités opérationnelles		
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	378,8 \$	344,2 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	(27,3)	(4,2)
Impôts sur le résultat payés	(62,9)	(3,5)
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies	288,6 \$	336,5 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	(100,4) \$	(225,9) \$
Cessions d'entreprises	2,2	2,3
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(64,4)	(35,1)
Cessions d'immobilisations corporelles	21,6	2,2
Augmentation des immobilisations incorporelles	(22,5)	(25,8)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies	(163,5) \$	(282,3) \$
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	— \$	250,0 \$
Remboursement de la dette à long terme	(77,2)	(33,3)
Diminution nette de la facilité de crédit	(31,1)	(89,0)
Frais financiers de la dette à long terme	(19,3)	(13,6)
Frais d'émission de la dette à long terme	—	(1,8)
Contrat de vente à terme d'obligations	—	(1,5)
Dividendes sur actions participantes	(52,3)	(48,8)
Dividendes sur actions privilégiées	—	(6,8)
Levée d'options d'achat d'actions	2,1	—
Rachat d'actions participantes	(0,7)	—
Rachat d'actions privilégiées	—	(100,0)
Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies	(178,5) \$	(44,8) \$
Situation financière	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Endettement net	345,5 \$	441,6 \$
Ratio d'endettement net	0,9 x	1,2 x
Cote de crédit		
DBRS	BBB (faible)	BBB (faible)
Perspectives	Stables	Stables
Standard and Poor's	BBB-	BBB-
Perspectives	Stables	Stables
États consolidés de la situation financière	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Actif courant	579,3 \$	574,4 \$
Passif courant	458,4	532,1
Actif total	2 113,5	2 027,7
Passif total	1 097,2	1 234,6

Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies

Les flux de trésorerie liés aux opérations avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés ont augmenté, passant de 344,2 millions de dollars en 2014 à 378,8 millions pour l'année 2015, principalement en raison d'une hausse du résultat opérationnel. Cependant, les variations des éléments hors caisse liés aux opérations ont utilisé 27,3 millions de dollars en 2015 en comparaison avec 4,2 millions en 2014. Cette hausse des déboursés s'explique majoritairement par l'encaissement de 31,0 millions de dollars en 2014 à la suite de la renégociation de l'entente avec Gesca Ltée visant l'impression du journal *La Presse* qui a été comptabilisée à titre de revenus reportés. De plus, une hausse de nos déboursés en lien avec des initiatives de réduction de coûts explique également une portion de la variation des éléments hors caisse. Au chapitre des impôts sur le résultat, nous avons déboursé 3,5 millions de dollars lors de l'exercice 2014, comparativement à 62,9 millions en 2015 à la suite de l'utilisation complète des pertes fiscales au sein de nos opérations d'impression canadiennes. Par conséquent, les fonds générés par l'exploitation ont diminué, passant de 336,5 millions en 2014 à 288,6 millions en 2015.

Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissements sont passés d'un déboursé de 282,3 millions de dollars en 2014 à un déboursé de 163,5 millions lors de l'exercice de 2015. Cette variation s'explique majoritairement par une diminution de 125,5 millions de dollars en ce qui concerne nos déboursés en lien avec les regroupements d'entreprises. En 2014, nous avons déboursé 225,9 millions de dollars principalement relié aux acquisitions de Capri Packaging et de journaux hebdomadaires au Québec. En contrepartie, nous avons déboursé 100,4 millions de dollars en 2015, surtout en lien avec l'acquisition de Ultra Flex Packaging à la fin de septembre 2015.

Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies

Les flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies sont passés d'une sortie de fonds de 44,8 millions de dollars en 2014 à un déboursé de 178,5 millions lors de l'exercice de 2015. Cette variation s'explique principalement par notre financement privé en mai 2014 de billets non garantis de premier rang qui a généré 250,0 millions de dollars avant les frais d'émission, partiellement contrebalancé par le rachat de nos actions privilégiées. En 2015, les flux de trésorerie ont été utilisés afin de distribuer des dividendes et de rembourser de la dette à long terme, dont la deuxième tranche de nos billets de premier rang Série 2002 A de 50,0 millions de dollars américains.

Instruments d'emprunt

En date du 31 octobre 2015, notre ratio d'endettement net s'établissait à 0,9x (1,2x au 31 octobre 2014) et l'endettement net est passé de 441,6 millions de dollars au 31 octobre 2014 à 345,5 millions au 31 octobre 2015 principalement en raison de nos flux de trésorerie excédentaires générés par les activités opérationnelles.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Tableau # 8 :

Type de contrat (en millions de dollars)	2016	2017	2018	2019	2020 et suivantes	Total
Dette à long terme	13,3 \$	0,2 \$	— \$	300,0 \$	73,1 \$	386,6 \$
Autres engagements ⁽¹⁾	24,6	24,5	19,1	15,0	56,4	139,6
Obligations totales	37,9 \$	24,7 \$	19,1 \$	315,0 \$	129,5 \$	526,2 \$

⁽¹⁾ Principalement des contrats de location de locaux.

Capital social

Le programme de rachat d'actions qui avait été renouvelé en avril 2014 est arrivé à terme le 14 avril 2015. Il est à noter que la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions durant cette période. Le programme a été renouvelé pour un an afin de permettre à la Société de racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 15 avril 2015 et le 14 avril 2016, jusqu'à concurrence de 1 000 000 d'actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 1,6 % de ses 63 244 208 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2015, et jusqu'à concurrence de 237 250 actions catégorie B, représentant 1,6 % de ses 14 827 916 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2015. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société a racheté 42 300 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 15,59 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 0,7 million de dollars. Aucun rachat d'actions catégorie B n'a été effectué au cours de l'exercice 2015.

La variation des actions catégorie B au cours de l'exercice 2015 s'explique par la conversion de 25 400 de ces dernières en actions catégorie A. De plus, certaines options d'achat d'actions ont été levées au cours de l'exercice, ce qui explique une augmentation de 190 830 actions catégorie A émises et en circulation. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, la contrepartie reçue a été de 2,1 millions de dollars, et un montant de 0,4 million a été transféré du surplus d'apport au capital social.

Tableau # 9 :

Actions émises et en circulation	Au 31 octobre 2015	Au 30 novembre 2015
Catégorie A (droit de vote subalterne)	63,363,281	63,363,281
Catégorie B (droit de vote multiple)	14,807,016	14,807,016

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La direction de la Société effectue des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés dans les états financiers consolidés. Bien que la direction revoie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicables. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont présentés à la note 2 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2015.

MODIFICATIONS DES NORMES COMPTABLES

Normes comptables nouvelles ou modifiées adoptées

Le 1^{er} novembre 2014, la Société a adopté rétrospectivement IFRIC 21 « Droits ou taxes ». Cette adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société. Veuillez vous référer à la la note 2 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 pour de plus amples informations.

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

En 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers », l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » et des modifications à IAS 16 « Immobilisations corporelles », ainsi qu'à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles ». La Société n'a pas encore complété son évaluation de l'incidence de l'adoption des récentes prises de position sur ses états financiers consolidés. Veuillez vous référer à la la note 2 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 pour de plus amples informations.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société gère de façon continue son exposition à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités. Conséquemment, la direction revoit continuellement l'ensemble des contrôles internes et des mesures préventives afin qu'ils répondent efficacement aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. Un rapport sur le programme de gestion de risques est présenté régulièrement au Comité d'audit.

La gestion des risques auxquels la Société fait face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines, à des efforts de synergies entre ses segments d'activité ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques susceptibles d'avoir une incidence importante sur sa situation financière auxquels la Société est exposée ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire les répercussions.

Risques stratégiques

Concurrence

La concurrence porte sur les prix, la qualité des produits et services ainsi que l'étendue des services offerts. Certains des créneaux d'impression dans lesquels la Société oeuvre sont fortement concurrentiels sans compter la présence accrue de compétiteurs américains. Pour réduire ce risque, la Société poursuit continuellement ses mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle tout en maximisant l'utilisation de ses équipements les plus performants. De plus, la Société travaille continuellement sur la qualité de ses produits et sur l'innovation de son offre.

Du côté des médias, les annonceurs ont dorénavant à leur disposition une plus grande variété de produits où investir leurs budgets publicitaires. Ceux-ci font concurrence aux journaux, sites Internet et autres plateformes de communication complémentaires de la Société en ce qui a trait à la vente d'espaces publicitaires. Pour limiter ces effets, la Société met l'accent sur ses programmes d'amélioration continue et sur ses initiatives de réduction des coûts tout en développant de nouveaux produits et services par l'entremise de moyens imprimés et numériques dans le but d'accroître son offre intégrée de solutions aux entreprises.

La concurrence a aussi un impact sur nos activités d'emballage souple en raison du fait qu'il est impossible de garantir que la Société pourra concurrencer avec des compagnies d'emballage préalablement établies dans ce marché et ayant des ressources et une expérience accrue dans ce domaine. Afin de s'adapter aux besoins des consommateurs, le marché de l'emballage souple continue d'évoluer quant aux formats et aux types d'emballages offerts. De ce fait, il existe un risque que la concurrence puisse s'adapter plus rapidement aux préférences du consommateur ce qui affecterait notre capacité de croître dans ce domaine. Ce risque est partiellement mitigé par la signature de contrats à long terme et la création de relations solides avec nos principaux clients. Cependant, il demeure que notre succès pourrait dépendre de notre capacité d'évoluer avec les changements technologiques et d'effectuer des investissements appropriés en recherche et développement afin de maintenir une offre de produits satisfaisante.

Finalement, Schreiber Foods, Inc. représente une portion significative de nos revenus actuels dans le créneau de l'emballage souple en raison d'un contrat à long terme, venant à échéance en 2024, qui assure un revenu récurrent. Cependant, une baisse des ventes de Schreiber Foods, Inc. pourrait avoir un effet négatif sur le résultat opérationnel de nos activités d'emballage souple.

Transformation des industries dans lequel oeuvre la Société

En raison de l'adoption accélérée des moyens de communication numérique par les consommateurs, nous observons des changements significatifs au sein des industries de l'impression et de l'édition.

Au cours des dernières années, les détaillants canadiens ont expérimenté avec des circulaires interactives et d'autres campagnes numériques. L'effet de ces initiatives sur nos activités d'impression de circulaires était minime, la circulaire demeurant l'outil principal pour attirer la clientèle en magasin. Cependant, une modification des tendances des consommateurs pourrait avoir l'effet de réduire le volume de circulaires imprimées par la Société, ce qui aurait un effet significatif sur nos revenus. Nos activités d'impression de journaux risquent aussi de voir une diminution de volume en raison de l'effet des nouveaux médias. Par contre, nous travaillons à intégrer d'autres éditeurs de journaux à notre réseau d'impression afin de contrebalancer cette perte de volume. De plus, ce risque est mitigé par le fait que la majorité de nos contrats d'impression de journaux contiennent des clauses qui permettent peu de réduction au chapitre du volume d'exemplaires.

Une diminution accrue au sein du lectorat et de la circulation de nos produits imprimés au profit du numérique pourrait engendrer une réduction de nos résultats financiers du secteur des médias.

Le marché des solutions de marketing interactif est fragmenté, concurrentiel et en évolution rapide. Avec l'introduction de nouvelles technologies et l'afflux de nouveaux arrivants sur le marché, il y a des risques qu'une concurrence persistante s'installe, voire s'intensifie dans l'avenir, ce qui pourrait nuire à la Société dans l'accroissement de ses ventes ainsi que dans le maintien de ses prix.

Développement de notre nouvel axe de croissance dans le domaine de la production de produits d'emballages souples

Notre stratégie de croissance dans ce nouveau domaine mise sur le développement des activités existantes ainsi que sur notre capacité de faire des acquisitions stratégiques afin d'élargir notre offre dans ce créneau. Ainsi, nous misons sur la capacité de la Société de développer une expertise dans ce domaine afin d'offrir un produit de qualité à nos clients actuels et potentiels. Une incapacité d'innover et/ou de maintenir notre personnel spécialisé dans ce domaine pourrait avoir un effet sur notre capacité d'élargir ce créneau assez rapidement pour compenser la décroissance potentielle au sein de nos activités d'impression et d'édition. De plus, afin de croître par acquisitions, nous devons pouvoir trouver des cibles intéressantes, à une valeur raisonnable, et pouvoir intégrer celles-ci de façon efficace à nos activités existantes. Nous avons adapté notre structure opérationnelle et nous avons investi dans un système informatique dans le but de pouvoir faire croître nos activités de façon efficace.

Perte de réputation

La Société jouit actuellement d'une bonne réputation. Le risque de perdre ou de ternir cette réputation pourrait avoir un effet important sur les affaires de la Société ou sur la valeur de ses actions. De plus, sa capacité à maintenir ses relations clients existantes et à générer de nouveaux clients dépend fortement de la qualité de ses services, sa réputation ainsi que de la continuité de l'entreprise. L'insatisfaction liée à ses services, aux actions de certains employés, ou à des changements au chapitre d'employés clés pourrait entraîner une perte de clientèle. Depuis sa création, la Société a mis en place une série de mesures pour limiter ce risque, principalement en assurant une régie d'entreprise solide et par la mise en place de politiques, incluant un code d'éthique.

Détention du contrôle

Au 31 octobre 2015, Capinabel inc., société sous le contrôle de M. Rémi Marcoux, détenait directement ou indirectement 16,91 % des actions en circulation et 72,71 % des droits de vote rattachés aux actions participantes en circulation de Transcontinental inc. Étant donné la détention du contrôle de cet actionnaire, il est donc possible que dans certaines situations, les intérêts respectifs de l'actionnaire détenant le contrôle ne correspondent pas à ceux des autres détenteurs d'actions participantes de Transcontinental inc.

Risques opérationnels

Informations confidentielles, respect de la vie privée et droits d'auteur

Ce risque englobe l'utilisation et la manipulation d'information confidentielle fournie par les clients de la Société. La divulgation potentielle de telles informations aux mauvaises personnes pourrait causer des dommages considérables à la réputation de la Société et pourrait potentiellement entraîner des poursuites judiciaires. Les techniques employées pour voler de l'information confidentielle sont en évolution continue ce qui augmente le risque que nos données soient compromises. De plus, il se pourrait qu'un tel événement ne soit pas détecté assez rapidement pour limiter l'étendue de l'information susceptible à l'infraction. Différentes mesures ont été mises en place pour mieux prévenir et contrôler ce risque, dont la revue des processus d'encaissement et de déboursé de la Société. Les exigences des autorités réglementaires deviennent de plus en plus strictes à cet égard, ce qui pourrait aussi engendrer un impact financier pour la Société afin de se conformer à des nouvelles exigences.

De plus, il est possible que certaines des activités de la Société ne respectent pas la vie privée des utilisateurs et d'autres personnes. Le 1^{er} juillet 2014, la loi canadienne anti-pourriel est entrée en vigueur et exige le consentement du destinataire afin d'envoyer des messages électroniques commerciaux. Il est aussi possible que certaines règles de droit d'auteur ne soient pas respectées avec la publication de différents contenus publiés dans les divers médias de la Société. Bien que la Société ait mis en place des contrôles stricts à ces égards, tout manquement en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation, la sécurité des renseignements personnels, et la protection des droits d'auteur ou d'autres questions de confidentialité pourrait nuire à sa réputation.

Dépendance envers les systèmes d'information

La Société utilise plusieurs systèmes de technologies de l'information. Dans le cas où ces systèmes seraient soumis à des perturbations ou des pannes de système, une perte de puissance, des virus, un accès non autorisé, une erreur humaine, des actes de sabotage ou d'autres événements similaires, il pourrait y avoir un effet négatif sur les activités et les résultats de la Société. La confiance des consommateurs par rapport à la sécurité de l'information détenue et des transactions effectuées en utilisant nos sites Internet et notre technologie (y compris via des appareils mobiles) est primordiale afin de maintenir notre réputation et notre compétitivité sur le marché.

Nous mitigeons ces risques en nous assurant de maintenir un environnement technologique de qualité, pour lequel nos clients internes et externes peuvent se fier. En outre, nous effectuons des évaluations périodiques de nos contrôles informatiques afin de nous assurer qu'ils sont conformes aux standards. La Société effectue également des investissements dans son infrastructure informatique afin de maintenir sa fiabilité.

Recrutement et rétention du talent

Les tendances sociales et démographiques rendent plus difficiles le recrutement et la rétention de personnel qualifié. Nous pouvons constater une diminution du bassin de talents, un accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, un recours croissant aux technologies et une forte demande pour de nouveaux ensembles de compétences. La difficulté à recruter et à retenir un personnel qualifié constitue un risque pour la Société. Par conséquent, la Société a mis en place des plans de perfectionnement de ses gestionnaires dotés d'un fort potentiel et susceptibles d'être promus, dans le cadre d'un processus continu de revue du leadership. Pour veiller à la mise en œuvre de ces plans, le supérieur principal de chacun de ces cadres a établi des objectifs précis et s'est engagé à leur offrir des occasions de développement opérationnel et de nouveaux défis destinés à accélérer leur développement. Enfin, les membres de la haute direction sont évalués sur la mise en place de plans de relève pour les postes clés et la Société effectue une revue du leadership afin de soutenir les défis organisationnels et être en mesure d'identifier constamment des successeurs.

Efficacité opérationnelle

En raison de la réalité des marchés, la Société doit continuellement améliorer son efficacité opérationnelle, mais rien ne garantit que la Société soit en mesure de le faire de façon continue. En outre, la nécessité de réduire les coûts d'exploitation permanents peut entraîner des coûts pour réduire les effectifs, fermer ou consolider des installations, ou améliorer l'équipement et la technologie.

Perturbations au sein de nos opérations

La Société concentre de plus en plus la production de certains produits vers des usines à large volume, ce qui augmente le risque de ne pas pouvoir respecter des délais de production si un sinistre devait frapper un de ces emplacements. Le respect de nos échéanciers pourrait aussi être touché par un bris d'équipement majeur, une erreur humaine, une interruption de travail en raison de négociations avec les syndicats, des problèmes de transport et des difficultés d'approvisionnement. L'effet sur nos résultats dépendra de certains facteurs, dont la nature de la perturbation, la durée et l'usine touchée par l'évènement en question. Cependant, la Société a mis en place des plans de contingence pour tous les emplacements devant livrer des produits de façon quotidienne et nous détenons des polices d'assurance qui pourraient dédommager une partie des coûts reliés à certains sinistres.

Réglementation

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations qui peuvent être modifiées par les autorités municipales, provinciales ou fédérales. La modification de ces réglementations peut entraîner une augmentation significative des coûts de la Société afin de s'y conformer. La Société pourrait devoir hausser ses cotisations fiscales, augmenter ses effectifs et sa rémunération, ou faire des investissements dans des matières premières ou des équipements.

La Société bénéficie également de certains programmes d'aide gouvernementale. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux dans le futur pourrait avoir des incidences importantes sur les résultats d'exploitation de la Société.

Certains de nos produits finis qui proviennent de nos activités d'emballage souple sont utilisés pour l'emballage de nourriture, ce qui nous expose aux risques de l'industrie de l'alimentation, tels que le transfert de matière étrangère à la nourriture et les erreurs d'étiquetage. De plus, les produits finis fabriqués à l'aide des produits d'emballage de la Société peuvent être contaminés par des organismes causant des maladies, ou pathogènes, comme la bactérie E. coli, la Salmonelle et la Listeria. La Société pourrait donc être concernée par un éventuel rappel de produits dans le cas de contamination, ce qui pourrait exposer la Société à des réclamations au titre de la responsabilité civile, à de la publicité défavorable, à des enquêtes ou à l'intervention de la part des gouvernements, ce qui aurait une incidence défavorable significative sur la situation financière et le résultat opérationnel de la Société. La Société gère activement ces risques en employant des matériaux appropriés, en assurant la rigueur des contrôles et procédés qu'elle emploie dans ses installations de fabrication et en maintenant une couverture d'assurance responsabilité. Nos produits finis sont également sujets à la réglementation aux États-Unis à travers certains organismes, dont la Food and Drug Administration (FDA), qui s'assure de la protection de la santé publique dans le domaine alimentaire. Le Consumer Product Safety Commission (CPSC) réglemente aussi certains produits d'emballage à travers des lois comme le Consumer Product Safety Act et le Poison Prevention Packaging Act. Afin de mitiger ces risques davantage, Capri Packaging a récemment obtenu la certification GMI (Graphic Measures International) à la suite d'une évaluation approfondie de ses procédés de fabrication et de contrôle effectué dans l'ensemble de la chaîne de production afin d'assurer la confiance du consommateur.

Intégration des acquisitions et réorganisation

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cependant, l'intégration d'acquisitions est toujours un risque et celui-ci augmente en fonction de la taille, du secteur, et du type de l'acquisition. Les activités d'intégration pourraient causer des perturbations temporaires de la production, nous faire perdre des contrats importants ou affecter notre rétention du personnel et nos relations avec les clients. De plus, les synergies identifiées pourraient ne pas être réalisées complètement ou pourraient prendre plus de temps que prévu. Toutefois, pour limiter ces risques, la Société mise sur de stricts critères d'acquisition ainsi que sur des équipes de vérification diligente expérimentées et des méthodes d'intégration rigoureuses.

Risques environnementaux

L'impression et l'édition nécessitent l'utilisation de grandes quantités de papier dans leurs activités quotidiennes. Les consommateurs et nos clients se soucient toujours de la protection de l'environnement et du développement durable. Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de se positionner à l'avant-plan de son industrie par son engagement en faveur de l'environnement et collabore avec ses parties prenantes pour trouver constamment de nouveaux moyens de réduire son empreinte environnementale. Cependant, le respect de l'environnement pourrait inciter les gouvernements à adopter de la nouvelle réglementation concernant l'émission des gaz à effet de serre ou la contamination du sol qui pourraient engendrer des coûts additionnels afin que la Société puisse s'y conformer.

Matières premières et prix de l'énergie

Le papier, l'encre, le film et les plaques sont les principales matières premières utilisées par le secteur de l'impression et de l'emballage. Ces activités consomment de l'énergie, plus particulièrement de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole. Les fluctuations de prix des matières premières et de l'énergie ont des effets sur ces activités et donc la Société poursuit continuellement ses démarches pour trouver de nouvelles manières de réduire ses coûts énergétiques.

Certaines de nos ententes avec des clients comportent des clauses d'indexation des prix de vente au gré des fluctuations du prix du papier. Cependant, à court terme, l'effet sur nos profits sera influencé par notre capacité de modifier le prix et d'améliorer notre efficacité opérationnelle afin de contrebalancer les fluctuations de prix des matières premières. De plus, l'augmentation de ces matières premières peut avoir un effet négatif si elle entraîne une modification des habitudes d'achat des clients. Finalement, l'augmentation du prix du papier et de l'encre a un effet négatif sur la rentabilité du secteur des médias.

Un risque pourrait aussi exister quant à l'approvisionnement si certains de nos fournisseurs éprouvent de l'instabilité financière. Dans le but de nous assurer d'un approvisionnement stable à un coût compétitif à travers notre secteur de l'impression et de l'emballage, nous avons volontairement consolidé nos fournisseurs de papier, encre et résine. Cependant, la Société fait affaire avec des fournisseurs majeurs et établis dans leurs industries respectives et nous maintenons toujours plus qu'un fournisseur afin d'assurer la disponibilité de nos matières premières.

Risques financiers

Cycles économiques

Un risque important auquel la Société fait face, et qu'elle peut difficilement contrôler, est celui lié aux cycles économiques et aux conditions de marché difficiles. Par ailleurs, une portion significative des revenus de la Société dépendent, directement ou indirectement, des budgets de dépenses publicitaires des annonceurs. Ces dépenses publicitaires des annonceurs ont tendance à être cycliques en raison de la conjoncture économique globale et des habitudes d'achat des consommateurs. De plus, des changements significatifs, dont la consolidation de certaines industries et la migration vers les plateformes numériques, touchent les industries de nos principaux annonceurs, ce qui pourrait avoir un impact sur les produits offerts par la Société.

Toutefois, la Société croit qu'elle atténue ces risques par la nature même de la composition de ses activités puisqu'une importante partie de la clientèle se retrouve dans des secteurs d'activité moins cycliques, tels que l'alimentation. Enfin, en raison de la mise en place d'une stratégie de développement axée sur l'objectif de se classer parmi les chefs de file dans nos créneaux respectifs, la Société croit pouvoir limiter son exposition aux cycles économiques sans toutefois pouvoir éliminer l'avènement ou l'ampleur de ceux-ci.

Disponibilité des capitaux et l'utilisation du levier financier

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de remplir leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou de les remplir, mais à un coût excessif. Il est à noter que les cotes de crédit attribuées à la Société par différentes agences ont une influence importante sur sa capacité de financement. Le risque est donc que la Société ne puisse mobiliser le capital nécessaire afin de satisfaire ses besoins de financement. Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société est en très bonne situation financière avec un ratio d'endettement net de 0,9x et que la Société prévoit continuer à générer d'importants flux de trésorerie opérationnels. Finalement, au 31 octobre

2015, un montant de 24,8 millions de dollars était utilisé sur le crédit rotatif, incluant lettres de crédit, d'un montant de 400,0 millions de dollars qui vient à échéance en février 2020.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. À la fin de l'exercice 2015, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 91 % de la dette totale, alors que la portion à taux variable représentait 9 % (85 % et 15 %, respectivement, au 31 octobre 2014). La dette à taux variable, en tenant compte des instruments financiers dérivés, porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. La Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixe et à taux variable ce qui réduit l'impact qu'aurait une éventuelle hausse des taux d'intérêt.

Taux de change

La dépréciation du dollar canadien au cours des dernières années engendre une augmentation de la valeur des ventes aux États-Unis et crée certaines opportunités d'affaires surtout en raison du fait que la plupart des coûts de la Société sont engagés en dollars canadiens. Également, l'augmentation de la valeur du dollar américain offre une certaine protection à la Société contre la concurrence étrangère. Dans l'éventualité d'une reprise de la devise canadienne, ceci aurait un effet inverse et donc pourrait avoir un impact négatif sur notre résultat net. De plus, nos récentes acquisitions aux États-Unis ont augmenté les revenus et les profits de la Société en dollars américains. Cependant, afin de minimiser les risques de fluctuations à court terme des devises étrangères, la Société maintient en place un programme de couverture de change qui utilise des produits dérivés. De plus, la Société veille à appairer les entrées et les sorties de fonds dans une même devise.

Contestations fiscales

La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions fiscales pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière. Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales procèdent à des vérifications continues. À cet égard, la Société estime que tous les frais réclamés par les différentes entités du groupe sont raisonnables, déductibles et que le coût et la déduction du coût en capital utilisés pour les biens amortissables de ces entités ont été calculés correctement. Rien ne garantit toutefois que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Si elles réussissent, ces contestations pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société et affecter le rendement pour les actionnaires.

Crédit

Certains facteurs, tels que les conditions économiques et des changements au sein de certaines industries, pourraient avoir une incidence sur le risque de crédit de certains clients ainsi que notre capacité de recouvrement selon les termes de paiement établis. Afin de limiter ce risque, la Société poursuit des contrôles stricts relativement au crédit, la haute direction analyse et révisé la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société pour les clients importants ou risqués. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société possède également une police d'assurance-crédit couvrant plusieurs de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Régimes de retraite

Au 31 octobre 2015, la quasi-totalité des employés actifs de TC Transcontinental participait à des régimes de retraite à cotisations définies. Une partie des risques relatifs aux régimes à prestations définies qui étaient en place avant la migration au volet à cotisations définies est toujours assumée par la Société, malgré des mesures de réduction de risque mises en place au cours des derniers exercices financiers. La capitalisation des régimes de retraite à prestations définies est calculée selon des estimations actuarielles et soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations définies, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. Nos plus récents rapports d'évaluations actuarielles démontrent une position de léger déficit de solvabilité. Afin de gérer de façon plus rigoureuse le risque relatif à la volatilité des régimes à prestations définies, la Société a mis en place une stratégie d'investissement afin de limiter l'exposition de nos actifs à des fluctuations majeures qui affecteraient la solvabilité des régimes.

Tests de dépréciation

La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner des baisses de valeur de l'actif et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur les capitaux propres de la Société. Les IFRS exigent que la Société effectue régulièrement des tests de dépréciation de l'actif à long terme afin d'établir s'il faut diminuer la valeur de l'élément d'actif en question. Toute baisse de valeur provenant des tests de dépréciation vient réduire le bénéfice net attribuable aux actions participantes sans toutefois avoir aucun effet important, ni sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles ni sur son pouvoir d'emprunt.

Conclusion sur les risques et incertitudes

La Société poursuit son approche rigoureuse en matière de gestion de risques en demeurant à l'affût de tout nouveau risque ou modification d'un risque existant qui pourrait affecter ses activités et en s'assurant de l'efficacité des mesures de contrôle déjà implantées. La direction maintient son approche structurée de la prévention et du contrôle des risques et de la planification de la continuité des opérations, en vertu de laquelle elle implante des mesures proactives pour inciter les entités d'affaires à prévenir les risques, à gérer les changements organisationnels et à se rétablir d'événements imprévus de façon efficiente.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société, aux termes d'une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société au 31 octobre 2015, ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces et qu'ils permettent de s'assurer que l'information importante au sujet de la Société et de ses filiales leur a été communiquée.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS. La direction atteste sur l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs « le règlement 52-109 » en utilisant le cadre de contrôle interne proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Au 31 octobre 2015, la direction de la Société a exclu Ultra Flex Packaging de son évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une mesure acceptée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) durant la première année suivant l'acquisition d'une entreprise, le temps de permettre à une société de procéder à son intégration.

Ultra Flex Packaging est un fournisseur d'emballages souples imprimés qui emploie près de 300 employés. Acquis le 30 septembre 2015, Ultra Flex a généré des revenus de 7,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 et un résultat opérationnel ajusté de -0,1 million, soit respectivement 0,4 % et 0,0 % des résultats consolidés de la Société. Il est à noter que le résultat opérationnel ajusté de Ultra Flex Packaging comprend des ajustements liés à la comptabilisation de cette acquisition d'une valeur de 1,0 million.

Des informations additionnelles relatives à cette acquisition sont présentées dans le tableau ci-dessous :

État de la situation financière	Au 31 octobre 2015
Actifs courants	30,3 M\$
Actifs non courants	106,6 M\$
Passifs courants	3,7 M\$
Passifs non courants	22,6 M\$
État du résultat	Exercice clos le 31 octobre 2015
Revenus	7,7 M\$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	0,3 M\$
Résultat opérationnel ajusté	(0,1) M\$

Veuillez vous référer à la note 4 des états financiers consolidés pour obtenir des informations supplémentaires relative à cette acquisition.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, sauf les faits susmentionnés, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

La direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2015 en fonction du cadre COSO, et selon cette évaluation, elle a déterminé que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Conclusion d'une entente de principe avec The Globe and Mail Inc.

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu une entente de principe avec The Globe and Mail Inc. visant l'impression du journal *The Globe and Mail*. La Société recevra prochainement un paiement de 31,0 millions de dollars pour compenser les réductions de prix sur les services futurs sur la durée restante du contrat. Le montant reçu sera comptabilisé à titre de revenus reportés et amorti aux revenus au cours des prochains exercices.

Changement à la haute direction

Ted Markle, président de TC Media, quittera l'entreprise le 31 décembre prochain. Au terme d'une réflexion personnelle, M. Markle a pris cette décision afin d'entreprendre un nouveau volet à sa carrière et relever de nouveaux défis professionnels. Nous avons développé des dirigeants aguerris qui ont l'expérience et les capacités pour assumer les responsabilités additionnelles qui résultent de ce départ.

PERSPECTIVES 2016

Au cours de l'exercice 2015, à l'exception de certaines pertes de clients, notre volume d'impression de circulaires est demeuré stable et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra au cours de l'exercice 2016. Nous poursuivrons également l'évolution de notre offre de produits de marketing sur le lieu de vente destinée aux détaillants et le contrat non récurrent d'impression pour le Recensement du Canada aura aussi un effet positif. Cependant, nous prévoyons une baisse au chapitre du volume d'impression de journaux en raison du virage numérique effectué par certains éditeurs; par contre, nous poursuivrons nos efforts afin d'intégrer de nouveaux éditeurs. Finalement, nous continuerons nos initiatives d'efficacité opérationnelle afin de contrebalancer la transformation de l'industrie de l'impression.

Nous continuerons l'exécution de notre stratégie de diversification dans l'emballage souple. Au sein des activités existantes, nous compléterons l'intégration de l'acquisition de Ultra Flex Packaging afin de réaliser certaines synergies et de profiter d'une force de vente nationale qui permettra de faire croître nos revenus. Finalement, nous maintiendrons notre approche disciplinée d'acquisitions dans ce marché prometteur afin d'investir dans des actifs de qualité qui répondent à nos critères stratégiques.

Au sein du secteur des médias, nous poursuivrons la croissance de nos produits numériques stratégiques et profitables et nous continuerons d'adapter notre structure de coûts afin de limiter l'effet des conditions de marchés publicitaires difficiles qui se maintiendront.

Nos flux de trésorerie importants et notre excellente santé financière devraient nous permettre de poursuivre notre transformation au cours de laquelle nous prévoyons déboursier environ 75 millions de dollars en ce qui a trait à nos dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles. Finalement, nous continuerons d'établir les fondations de notre division de l'emballage tout en maximisant nos activités d'impression et en renforçant notre secteur des médias.

Au nom de la direction,

(s) Nelson Gentiletti

Le chef de la direction financière et du développement

Le 7 décembre 2015



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Transcontinental inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Transcontinental inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 octobre 2015 et au 31 octobre 2014, les états consolidés du résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Transcontinental inc. au 31 octobre 2015 et au 31 octobre 2014, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.**

Montréal, Canada
Le 7 décembre 2015

*FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique no A106087

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	2015	2014
Revenus		2 002,2 \$	1 990,4 \$
Charges opérationnelles	5	1 623,5	1 636,3
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	6	(8,6)	39,0
Dépréciation d'actifs	7	27,2	45,8
Résultat opérationnel avant amortissement		360,1	269,3
Amortissement	8	102,0	100,9
Résultat opérationnel		258,1	168,4
Frais financiers nets	9	6,2	19,6
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat		251,9	148,8
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents		0,3	0,7
Impôts sur le résultat	10	15,6	38,5
Résultat net lié aux activités poursuivies		236,6	111,0
Résultat net lié aux activités abandonnées	11	25,6	1,5
Résultat net		262,2	112,5
Participations ne donnant pas le contrôle	11	(0,4)	0,6
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société		262,6	111,9
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	22	—	6,8
Résultat net attribuable aux actions participantes		262,6 \$	105,1 \$
Résultat net par action participante - de base			
Activités poursuivies	23	3,03 \$	1,34 \$
Activités abandonnées		0,33	0,01
		3,36 \$	1,35 \$
Résultat net par action participante - dilué			
Activités poursuivies	23	3,02 \$	1,33 \$
Activités abandonnées		0,33	0,01
		3,35 \$	1,34 \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)		78,1	78,0
Nombre moyen pondéré d'actions participantes - dilué (en millions)	23	78,3	78,2

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	2015	2014
Résultat net		262,2 \$	112,5 \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés au résultat net			
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(6,4)	(2,3)
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, porté au résultat net au cours de la période considérée		1,6	2,8
Impôts sur le résultat y afférents		(1,1)	0,1
		(3,7)	0,4
Écarts de conversion cumulés			
Gains nets de change latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers		22,6	5,7
Pertes de change latentes sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers		—	(2,4)
		22,6	3,3
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net			
Variations liées aux régimes à prestations définies			
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	28	(9,1)	22,7
Impôts sur le résultat y afférents		(2,5)	6,1
		(6,6)	16,6
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	25	12,3	20,3
Résultat global		274,5 \$	132,8 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		274,9 \$	132,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	11	(0,4)	0,6
		274,5 \$	132,8 \$

⁽¹⁾ Les autres éléments du résultat global sont attribuables aux activités poursuivies.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014
(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires de la Société				Participations ne donnant pas le contrôle (note 11)	Total des capitaux propres	
	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			
Solde au 31 octobre 2014	366,0 \$	3,4 \$	415,6 \$	7,1 \$	792,1 \$	1,0 \$	793,1 \$
Résultat net	—	—	262,6	—	262,6	(0,4)	262,2
Autres éléments du résultat global	—	—	—	12,3	12,3	—	12,3
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Rachat d'actions participantes (note 22)	(0,3)	—	(0,4)	—	(0,7)	—	(0,7)
Levée d'options d'achat d'actions (note 22)	2,5	(0,4)	—	—	2,1	—	2,1
Dividendes (note 22)	—	—	(52,3)	—	(52,3)	—	(52,3)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 24)	—	0,2	—	—	0,2	—	0,2
Cession d'entreprise (note 11)	—	—	—	—	—	(0,6)	(0,6)
Solde au 31 octobre 2015	368,2 \$	3,2 \$	625,5 \$	19,4 \$	1 016,3 \$	— \$	1 016,3 \$
Solde au 31 octobre 2013	462,8 \$	2,9 \$	362,5 \$	(13,2) \$	815,0 \$	0,4 \$	815,4 \$
Résultat net	—	—	111,9	—	111,9	0,6	112,5
Autres éléments du résultat global	—	—	—	20,3	20,3	—	20,3
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Rachat d'actions privilégiées (note 22)	(96,8)	—	(3,2)	—	(100,0)	—	(100,0)
Dividendes (note 22)	—	—	(55,6)	—	(55,6)	—	(55,6)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 24)	—	0,5	—	—	0,5	—	0,5
Solde au 31 octobre 2014	366,0 \$	3,4 \$	415,6 \$	7,1 \$	792,1 \$	1,0 \$	793,1 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Actifs courants			
Trésorerie		38,6 \$	35,2 \$
Débiteurs	12	393,0	415,1
Impôts sur le résultat à recevoir		15,2	15,2
Stocks	13	116,3	94,2
Frais payés d'avance et autres actifs courants		16,2	14,7
		579,3	574,4
Immobilisations corporelles	14	567,5	565,9
Immobilisations incorporelles	15	257,5	252,9
Goodwill	16	459,5	419,5
Placements dans des coentreprises		2,5	1,7
Impôts différés	10	197,1	152,2
Autres éléments d'actif	17	50,1	61,1
		2 113,5 \$	2 027,7 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	18	339,7 \$	301,8 \$
Provisions	20	10,2	20,0
Impôts sur le résultat à payer		20,7	30,8
Revenus reportés et dépôts		51,4	61,4
Portion courante de la dette à long terme	19	36,4	118,1
		458,4	532,1
Dette à long terme	19	347,7	358,7
Impôts différés	10	79,9	84,7
Provisions	20	5,7	30,3
Autres éléments du passif	21	205,5	228,8
		1 097,2	1 234,6
Capitaux propres			
Capital social	22	368,2	366,0
Surplus d'apport		3,2	3,4
Résultats non distribués		625,5	415,6
Cumul des autres éléments du résultat global	25	19,4	7,1
Attribuables aux actionnaires de la Société		1 016,3	792,1
Participations ne donnant pas le contrôle	11	—	1,0
		1 016,3	793,1
		2 113,5 \$	2 027,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	2015	2014
Activités opérationnelles			
Résultat net		262,2 \$	112,5 \$
Moins : Résultat net lié aux activités abandonnées	11	25,6	1,5
Résultat net lié aux activités poursuivies		236,6	111,0
Ajustements pour rapprocher le résultat net lié aux activités poursuivies et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Amortissement	8	128,8	128,5
Dépréciation d'actifs	7	27,2	45,8
Renversement de la provision pour les régimes de retraite multi-employeurs	20	(22,6)	—
Frais financiers de la dette à long terme	9	19,2	19,8
Renversement des intérêts sur cotisations fiscales antérieures	9	(11,9)	—
Pertes nettes (gains nets) à la cession d'actifs		(6,7)	0,2
Impôts sur le résultat	10	15,6	38,5
Coût de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions	24	0,2	0,5
Autres		(7,6)	(0,1)
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés		378,8	344,2
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	26	(27,3)	(4,2)
Impôts sur le résultat payés		(62,9)	(3,5)
Flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies		288,6	336,5
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	4	(100,4)	(225,9)
Cessions d'entreprises		2,2	2,3
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(64,4)	(35,1)
Cessions d'immobilisations corporelles		21,6	2,2
Augmentation des immobilisations incorporelles		(22,5)	(25,8)
Flux de trésorerie liés aux investissements des activités poursuivies		(163,5)	(282,3)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme	19	—	250,0
Remboursement de la dette à long terme	19	(77,2)	(33,3)
Diminution nette de la facilité de crédit	19	(31,1)	(89,0)
Frais financiers de la dette à long terme		(19,3)	(13,6)
Frais d'émission de la dette à long terme		—	(1,8)
Contrat de vente à terme d'obligations		—	(1,5)
Dividendes sur actions participantes	22	(52,3)	(48,8)
Dividendes sur actions privilégiées	22	—	(6,8)
Levée d'options d'achat d'actions	22	2,1	—
Rachat d'actions participantes		(0,7)	—
Rachat d'actions privilégiées		—	(100,0)
Flux de trésorerie liés au financement des activités poursuivies		(178,5)	(44,8)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères			
		4,1	1,8
Variation nette de la trésorerie liée aux activités poursuivies		(49,3)	11,2
Variation nette de la trésorerie liée aux activités abandonnées	11	52,7	(2,4)
Trésorerie au début de l'exercice		35,2	26,4
Trésorerie à la fin de l'exercice		38,6 \$	35,2 \$
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie			
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créditeurs		(0,8) \$	0,6 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions à droit de vote subalterne catégorie A et les actions catégorie B se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), Canada H3B 3N2.

La Société est le plus important imprimeur au Canada et œuvre dans les domaines des médias imprimés et numériques, de l'emballage souple et de l'édition. La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis dans deux secteurs distincts : le secteur de l'impression et de l'emballage et le secteur des médias. Les principales activités de la Société sont décrites à la note 3 « Information sectorielle ».

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés le 7 décembre 2015.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les méthodes comptables adoptées dans les présents états financiers consolidés annuels sont fondées sur les IFRS publiées, en vigueur et qui ont été adoptées par la Société au 31 octobre 2015. Toute modification subséquente des méthodes comptables, prenant effet dans les états financiers consolidés de la Société après le 31 octobre 2015, pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés annuels.

Les états financiers consolidés IFRS ont été établis conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous :

a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne les instruments financiers dérivés, le passif lié à la rémunération à base d'action et les contreparties conditionnelles qui ont été évalués selon leur juste valeur, et l'actif des régimes à prestations définies, de même que les obligations liées à ces régimes, qui ont été évalués à leur valeur actualisée, tel qu'indiqué dans les méthodes comptables ci-dessous. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie cédée en échange des actifs.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales et de ses coentreprises. Les méthodes comptables décrites ont été appliquées de manière constante et uniforme par toutes les filiales et les coentreprises.

i) Filiales

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice, et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer considérablement sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle, et cessent d'être consolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin. Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables soient conformes à celles de la Société. Une entité consolidée intégralement mais qui n'est pas détenue en totalité par la Société, donne lieu à une participation ne donnant pas le contrôle qui est présentée distinctement à l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé de la situation financière.

Les principales filiales détenues par la Société sont les suivantes :

	Détention
Imprimeries Transcontinental inc. (Canada)	100,0 %
Imprimeries Transcontinental 2007 inc. (Québec)	100,0
Imprimeries Transcontinental 2005 S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Printing Corporation (Delaware)	100,0
Médias Transcontinental inc. (Québec)	100,0
Médias Transcontinental S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Interactif inc. (Canada)	100,0
TC Transcontinental Packaging Inc. (Delaware)	100,0
Transcontinental Northern California (2009), Inc. (Delaware)	100,0

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Coentreprises

Les coentreprises représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'accords contractuels qui requièrent le consentement unanime des parties pour les décisions portant sur les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité et dans lesquelles la Société a des droits sur l'actif net. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations de la Société dans des coentreprises sont dans le secteur des médias et leur effet sur l'actif, le passif, les revenus et les dépenses consolidés de la Société est négligeable.

c) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, et leurs résultats d'opérations sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La contrepartie transférée correspond au total de la juste valeur des actifs acquis, des instruments de capitaux propres émis, des passifs contractés ou repris par la Société et des contreparties conditionnelles, à la date d'acquisition, en échange du contrôle de l'entité acquise. L'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge est comptabilisé à titre de goodwill. Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés.

Si l'accord comprend une contrepartie conditionnelle, celle-ci est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et est ajoutée à la contrepartie transférée, et un passif du même montant est comptabilisé. Toute variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle sera comptabilisée au résultat net.

Si la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises est inachevée au moment de la publication de l'information financière pour la période au cours de laquelle l'acquisition survient, la Société présente les montants provisoires pour les éléments pour lesquels l'évaluation est inachevée. L'achèvement de l'évaluation de ces éléments sera pris en compte à titre d'ajustement des actifs acquis et des passifs assumés au cours de la période d'évaluation, et les ajustements devront être appliqués rétroactivement. La période d'évaluation correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle la Société a reçu les informations complètes sur les faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue la part qu'elle détenait au préalable dans l'entité acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et inscrit le profit ou la perte en résultant, s'il y a lieu, au résultat net.

Dans le cas de regroupements d'entreprises à moins de 100 %, une participation ne donnant pas le contrôle est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Le choix de la base d'évaluation se fait transaction par transaction.

d) Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, diminués du montant estimatif des rabais et autres réductions similaires accordés aux clients.

Dans le cadre de la vente de biens, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il y a eu transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société n'est plus impliquée dans la gestion ni dans le contrôle effectif des biens vendus;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager dans le cadre de la vente de biens peuvent être évalués de façon fiable.

Dans le cadre de la prestation de services, la Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- le degré d'avancement de l'activité peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager dans le cadre de la prestation de services peuvent être évalués de façon fiable.

i) Dans le secteur de l'impression et de l'emballage, l'impression et la production d'emballages souples constituent les principales sources de revenus. Ces revenus sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés selon l'entente conclue avec le client.

ii) Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité :

Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire ou à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Revenus d'abonnement :

Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi, les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus de distribution :

Les revenus de distribution de porte en porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus en kiosque :

Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus de vente de livres :

Les revenus de livres sont constatés au moment où les livres sont expédiés aux clients, déduction faite d'une provision pour retours.

Revenus d'édition, de préparation de contenus et de projets marketing :

Les revenus d'édition, de préparation de contenus et de projets marketing sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de production de publications sur mesure :

Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés :

Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

e) Opérations d'échange

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés, lorsque la juste valeur des biens ou services reçus ne peut être évaluée de façon fiable. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société a constaté un montant de 5,8 millions de dollars à titre d'opérations d'échange (6,3 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014).

f) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux résultats, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

i) Impôt exigible

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du résultat imposable de la période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers, et il comprend également tout ajustement de la charge ou du recouvrement d'impôt concernant les exercices antérieurs. Le résultat imposable diffère du résultat comptabilisé à l'état consolidé du résultat en raison d'éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres périodes, ou d'éléments qui ne seront jamais imposables, ni déductibles.

ii) Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporaires entre les valeurs comptables et les bases fiscales des actifs et passifs, et est mesuré aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporaires suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat comptable, ni le résultat imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entités contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporaires qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque fin de période et une réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt différé est comptabilisée lorsqu'il est probable que ces actifs ne seront pas réalisés.

g) Aide gouvernementale

Les crédits d'impôt à l'investissement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles sont constatés en réduction du coût de l'actif sous-jacent. Les crédits d'impôt à l'investissement liés aux charges opérationnelles sont constatés en réduction de ces dernières. L'aide gouvernementale liée à l'édition est constatée en réduction des coûts d'édition.

h) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

i) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, et comprend le coût d'acquisition des matières premières et les coûts de transformation, tels la main d'œuvre directe et une portion des frais généraux de production.

j) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus et réduit les charges opérationnelles figurant à l'état consolidé du résultat et les stocks connexes figurant à l'état consolidé de la situation financière. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation corporelle. Les coûts, tels que les coûts d'emprunt, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue, et sont amortis sur la durée d'utilité de l'actif correspondant. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas mises en service.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production loué en vertu de contrats de location-financement	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans

Lorsque des parties importantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme une composante distincte de l'actif, et amorties sur leur durée d'utilité respective.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

l) Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités de la Société, qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte dont la Société s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente. Le classement en tant qu'activité abandonnée s'effectue au moment de la sortie ou à la date à laquelle l'activité répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente, selon la première des deux éventualités. Lorsqu'une activité est classée comme activité abandonnée, les états comparatifs du résultat net et du résultat global, ainsi que les tableaux comparatifs des flux de trésorerie, sont présentés comme si l'activité avait été abandonnée dès le début de la période comparative.

m) Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrat de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué. Les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Une immobilisation corporelle détenue en vertu d'un contrat de location-financement est initialement comptabilisée au moindre de la juste valeur de l'actif ou de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. L'immobilisation corporelle louée est par la suite comptabilisée de la même façon que les autres actifs similaires détenus par la Société. Le passif correspondant à payer au bailleur est comptabilisé comme une dette découlant d'un contrat de location-financement et une charge financière est imputée aux résultats sur la durée du contrat.

Les contrats de location simple sont comptabilisés aux résultats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

n) Immobilisations incorporelles

i) Immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont inscrites à la juste valeur au moment de l'acquisition, et elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations par la suite.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ii) Immobilisations incorporelles générées en interne

Les immobilisations incorporelles générées en interne consistent en des coûts de prépublication d'ouvrages et des coûts liés à des projets en technologie. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de recherche sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de développement sont aussi comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées, sauf si elles démontrent tous les critères de comptabilisation à l'actif. Le montant initial comptabilisé à titre d'immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle l'actif a satisfait pour la première fois à tous les critères de comptabilisation à l'actif.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon les modes et durées d'utilité estimatives suivants :

	Durée / Taux	Mode
Relations d'affaires	10 % - 25 %	Dégressif
Coûts de prépublication d'ouvrages	Maximum 7 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets en technologie	3-7 ans	Linéaire

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles comprennent principalement des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux et de livres. La valeur attribuée aux noms commerciaux est fondée sur la réputation qu'une publication s'est bâtie historiquement. Étant donné que cette valeur n'est pas affectée par le passage du temps, il est impossible de la répartir systématiquement dans le temps. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

iii) Goodwill

Le goodwill est comptabilisé au coût, qui représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entité acquise, et au coût diminué du cumul des dépréciations par la suite. Le goodwill a une durée d'utilité indéterminée et n'est pas amorti.

o) Dépréciation d'actifs non financiers

La Société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers autres que ses stocks et ses actifs d'impôt différé à chaque date de clôture des états financiers, afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation potentielle.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont attribués aux unités génératrices de trésorerie (« UGT »), et sont soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle. Si de tels changements existent, leur valeur recouvrable est estimée.

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs non financiers qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Chaque groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel, et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) représente la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. La valeur d'utilité est déterminée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés, par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT (ou groupe d'UGT). La juste valeur diminuée des coûts de vente est déterminée à l'aide d'un multiple de capitalisation du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (« BAIIA »), de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à celles de chaque UGT (ou groupe d'UGT).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif, d'une UGT (ou groupe d'UGT) excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté aux UGT (ou groupe d'UGT), puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT (ou groupe d'UGT) au prorata. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises. Les actifs non financiers ayant subi des pertes de valeur au cours de périodes antérieures sont réévalués à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a des changements dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable, et que ces changements seront soutenus dans le futur. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

p) Coûts d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat, en réduction des revenus. Lorsque des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrats afin de déterminer si ceux-ci ont subi une perte de valeur. Les coûts d'acquisition de contrats sont inclus dans les autres éléments d'actif à l'état consolidé de la situation financière.

q) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de fonds soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la Société de l'obligation actuelle à la date de clôture des états financiers. Lorsque l'effet de l'actualisation est important, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. Les principales provisions de la Société sont liées aux coûts de restructurations et aux contrats déficitaires. Les provisions sont révisées à chaque date de clôture des états financiers et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé du résultat.

i) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a un plan formel et détaillé sur la restructuration, et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées, soit en débutant l'exécution du plan ou soit en annonçant les principales caractéristiques de ce dernier. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

ii) Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque la Société est en présence d'un contrat en vertu duquel il est plus probable qu'improbable que les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles seront supérieurs aux avantages économiques que la Société s'attend à retirer du contrat. Une provision pour contrats déficitaires représente le moins élevé du coût de sortie du contrat ou du coût d'exécution du contrat.

r) Avantages du personnel

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Les cotisations de la Société à ces régimes se limitent aux montants établis en vertu des conventions collectives. Les cotisations versées aux régimes sont comptabilisées en charge au moment de la prestation de services par les employés.

i) Régimes à prestations définies

Les coûts des régimes à prestations définies pour des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont établis avec l'aide d'actuaire indépendants à chaque date de clôture des états financiers, selon la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au taux d'actualisation, au rendement des placements des régimes, à l'évolution des salaires, à l'évolution du coût des soins de santé, à l'âge du départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie. Le taux d'actualisation est basé sur les taux d'intérêt du marché applicables aux obligations de sociétés de première catégorie dont les échéances correspondent au moment du versement des prestations prévues en vertu des régimes.

L'actif (passif) au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. La valeur des actifs des régimes est limitée au total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement par le régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime (« effet du plafond de l'actif »). L'excédent, s'il y a lieu, est comptabilisé immédiatement aux autres éléments du résultat global (« AERG »). De plus, un passif minimum est comptabilisé lorsqu'une exigence de financement minimal en vertu de la loi au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les écarts actuariels nets cumulatifs liés aux actifs des régimes et à l'obligation au titre des prestations définies, ainsi que la variation de l'effet du plafond de l'actif et de tout passif minimum, sont constatés aux AERG au cours de la période dans laquelle ils se produisent, sauf pour les écarts actuariels des autres avantages postérieurs à l'emploi qui sont comptabilisés immédiatement au résultat net.

Le coût des services passés est comptabilisé en charge à l'état consolidé du résultat au cours de la période à laquelle il survient. Le coût des services rendus et le coût financier relatif à l'obligation nette ou à l'actif net au titre des prestations définies sont comptabilisés au résultat net au cours de la période à laquelle ils surviennent, dans les charges opérationnelles et dans les frais financiers nets, respectivement.

ii) Régimes de retraite à cotisations définies, régimes enregistrés d'épargne collectifs et régimes généraux et obligatoires

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes généraux et obligatoires, la Société verse des cotisations aux régimes des employés participants selon un pourcentage prédéterminé du salaire des employés et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. La charge pour ces régimes est comptabilisée au moment de la prestation de services par les employés, qui coïncide généralement avec le moment auquel les cotisations sont versées. Les cotisations de la Société qui sont versées aux régimes généraux et obligatoires sont gérées par les pouvoirs publics.

s) Rémunération à base d'actions

La Société a des régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants, cadres supérieurs et administrateurs. La Société a décidé de cesser d'octroyer des options d'achat d'actions à compter de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

i) Régime d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont évaluées à leur juste valeur au moment de l'attribution au moyen du modèle Black-Scholes, et sont comptabilisées au résultat net selon un mode linéaire à raison de 25 % par année, soit sur la période d'acquisition des droits liés aux options, et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'options qui seront acquises. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé ses estimations quant au nombre d'options dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net, le cas échéant.

ii) Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs est comptabilisée au résultat net selon un mode linéaire sur une période d'acquisition de trois ans, soit en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement pour les unités liées au rendement, soit en fonction du maintien en poste pour les autres unités. Le passif relatif à ces unités est évalué à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et est réévalué à chaque date de clôture des états financiers, jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé son estimation du nombre d'unités dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net, le cas échéant.

iii) Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des administrateurs est comptabilisée au résultat net au moment de leur attribution. Ces unités sont initialement évaluées à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et sont réévaluées à chaque date de clôture des états financiers jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net.

t) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel la Société exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères opérantes, à l'exception des bureaux de vente à l'étranger des opérations canadiennes, est le dollar américain.

Les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société ou d'une filiale étrangère dont la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien, sont comptabilisées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction. À chaque date de clôture des états financiers, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date, et les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique ne sont pas reconvertis. Les écarts de change sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les actifs et passifs des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les éléments des produits et des charges sont convertis au cours de change moyen de la période. Les écarts de change sont comptabilisés dans les AERG sous le poste « Écarts de conversion cumulés » et sont cumulés dans les capitaux propres. Le montant cumulé des écarts de change est reclassé au résultat net au moment de la sortie totale, ou partielle, de la participation dans l'établissement à l'étranger.

u) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs et passifs financiers sont classés et évalués subséquemment comme suit :

	Catégorie	Évaluation subséquente
Trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Débiteurs, autres comptes à recevoir et autres actifs financiers	Prêts et créances	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Créditeurs, autres charges à payer et autres passifs financiers	Autres passifs financiers	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Dettes à long terme	Autres passifs financiers	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme, et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat de la période pertinente. Les variations de la juste valeur des instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées, pour la portion efficace, à l'état consolidé du résultat global de la période pertinente jusqu'à leur réalisation, après quoi elles sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat.

v) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur son résultat et sur sa situation financière, en utilisant des instruments financiers dérivés dont les paramètres ont été définis et approuvés par le conseil d'administration. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Lorsqu'elle applique la comptabilité de couverture, la Société documente en bonne et due forme la relation entre les instruments financiers dérivés et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, de même que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés désignés à titre d'élément de couverture à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. L'efficacité de la relation de couverture doit être confirmée à chaque date de clôture des états financiers.

Pour les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, la tranche efficace de la relation de couverture, de même que la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé, sont comptabilisées dans les AERG et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé du résultat. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux paiements d'intérêt et de capital et aux ventes en devises étrangères est reclassée aux résultats durant la période au cours de laquelle l'élément couvert influe sur les résultats. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change d'un engagement ferme d'acquisition d'une entité dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, reportée dans le cumul des AERG, est reclassée à l'encontre du goodwill lors de la comptabilisation initiale de l'entité acquise.

Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant leur échéance, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains et les pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont imputées aux résultats. La Société n'utilise pas d'instrument financier dérivé à des fins de spéculation ou de transaction.

w) Jugements critiques et sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction de la Société fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date de clôture des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période concernée. Bien que la direction revoie régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsque applicables. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont présentés à la page suivante :

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

i) Regroupement d'entreprises

La détermination des justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises nécessite que la direction formule des hypothèses. C'est le cas, notamment, lorsque la Société calcule ces justes valeurs à l'aide de techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision des flux de trésorerie futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation utilisé. Des différences importantes à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises, ce qui influencerait le montant de la charge d'amortissement.

ii) Dépréciation d'actifs non financiers

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles, la détermination de la valeur recouvrable d'une UGT est un processus d'évaluation complexe qui nécessite le recours à diverses méthodes, notamment celle fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs et celle fondée sur le marché.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs, les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, de certaines tendances économiques et des tendances du secteur d'activité et du marché et représentent la meilleure estimation de la direction quant aux résultats futurs. La valeur recouvrable d'une UGT est également influencée par le taux d'actualisation utilisé dans le modèle, par le taux de croissance utilisé pour réaliser l'extrapolation et par le coût moyen pondéré du capital.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'UGT en multipliant les résultats normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple de capitalisation basé sur les données du marché.

Ces méthodes font intervenir une quantité importante d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la valeur recouvrable d'une UGT, et par le fait même, sur le montant de la dépréciation, s'il y a lieu. L'incidence de changements importants des hypothèses et de la révision d'estimations est comptabilisée au résultat net au cours de la période à laquelle ces changements surviennent et où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

iii) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. La détermination du montant des provisions requiert que la direction formule des hypothèses et fasse des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et leur échéancier, et les probabilités d'occurrence des obligations. Des changements importants à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les montants déterminés à titre de provisions. L'incidence de ces changements est comptabilisée au résultat net au cours de la période à laquelle ceux-ci surviennent, le cas échéant.

iv) Impôts sur le résultat

Dans le cadre du calcul de l'impôt exigible, la Société est tenue de faire des estimations importantes en raison de l'assujettissement de la Société aux lois fiscales de divers territoires où elle exerce ses activités. De même, le montant d'impôt exigible pourrait être modifié en raison de divers facteurs tels que des événements qui ne se sont pas encore produits, une évolution des lois de l'impôt ou de l'issue des contrôles fiscaux et appels connexes.

Dans le cadre du calcul de l'impôt différé, le recours aux estimations est requis pour déterminer les taux et les montants appropriés, et pour tenir compte de la probabilité de leur réalisation. Les actifs d'impôt sur le résultat différé reflètent aussi l'avantage lié aux pertes fiscales inutilisées pouvant être reportées ultérieurement afin de réduire l'impôt sur le résultat des prochains exercices. Cette évaluation exige que la Société formule des jugements significatifs sur la possibilité, ou non, qu'il soit probable que les actifs d'impôt sur le revenu différé soient recouverts à partir du résultat imposable futur et, par conséquent, qu'ils puissent être constatés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société s'appuie, entre autres, sur son expérience passée pour appliquer son jugement.

Lorsque les montants sont déterminés de façon définitive, ils peuvent donner lieu à des ajustements aux actifs et aux passifs d'impôt exigible et différé.

v) Avantages du personnel

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et l'actif (passif) au titre de prestations définies sont évalués au moyen de méthodes actuarielles. Les évaluations actuarielles sont fondées sur des hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. En raison de la nature à long terme de ces obligations, ces estimations sont soumises à une incertitude importante. La direction revoit annuellement ces hypothèses, et l'incidence de cette révision est comptabilisée à l'état de la situation financière et au résultat global au cours de la période à laquelle ces estimations sont révisées, le cas échéant.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige également que la direction exerce des jugements, autres que ceux ayant trait à des estimations, à l'égard de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments pour lesquels des jugements importants sont exercés sont :

vi) Dépréciation des actifs non financiers

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Dans le cadre de ce processus, la Société doit exercer son jugement en se basant sur les objectifs visés par le regroupement d'entreprises et sur la façon dont sont gérées ses activités. L'application d'un jugement différent pourrait entraîner un résultat différent dans le cadre du test de dépréciation annuel des actifs non financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La Société fait également appel à son jugement pour évaluer si un test de dépréciation doit être effectué en raison de la présence d'indicateurs de dépréciation potentielle. Dans l'application de son jugement, la Société s'appuie principalement sur sa connaissance de ses activités et du contexte économique.

vii) Conversion de monnaies étrangères

Dans le cadre de la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger, la Société doit évaluer différents facteurs tels que la monnaie qui influence les prix de vente et les coûts, le contexte économique et le degré d'autonomie de la filiale. Suite à l'évaluation des différents facteurs, lorsque la monnaie fonctionnelle est difficile à déterminer, la Société a recours à son jugement pour déterminer la monnaie fonctionnelle qui représente le plus fidèlement les effets économiques des transactions, événements et conditions sous-jacents.

Normes comptables nouvelles ou modifiées adoptées

Droits ou taxes

Le 1^{er} novembre 2014, la Société a adopté rétrospectivement IFRIC 21 « Droits ou taxes », une interprétation d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » sur la comptabilisation des droits ou des taxes imposés par les autorités publiques. L'interprétation clarifie que le fait générateur d'obligation qui crée le passif relatif au paiement d'un droit ou d'une taxe est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu dans les dispositions légales ou réglementaires. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

La Société n'a pas encore complété son évaluation de l'incidence de l'adoption de ces récentes prises de position sur ses états financiers consolidés.

a) Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». L'IFRS 9 vise le remplacement d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés ».

L'IFRS 9 comprend des exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation, à la dépréciation, à la décomptabilisation et au modèle général de comptabilité de couverture. L'IASB a mené à terme son projet de remplacement par étapes d'IAS 39, et la norme a été rehaussée à chaque étape. La version d'IFRS 9 publiée en 2014 a préséance sur toutes les versions précédentes; cependant, durant une période définie, les précédentes versions d'IFRS 9 peuvent être adoptées par anticipation, si ce n'est déjà fait, dans la mesure où la date d'application initiale pertinente est antérieure au 1^{er} février 2015. L'IFRS 9 ne remplace pas l'exigence relative à la comptabilisation de couverture à la juste valeur du portefeuille en ce qui a trait au risque de taux d'intérêt, puisque cette étape a été séparée du projet IFRS 9 en raison de la nature à plus long terme du projet de macrocouverture qui en est actuellement à l'étape du document de travail du processus établi. Par conséquent, l'exception présentée dans IAS 39 en ce qui concerne une couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers continue de s'appliquer. L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son application anticipée est permise.

b) Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11 « Contrats de construction », l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », l'IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », l'IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et la SIC-31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».

L'IFRS 15 prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son application anticipée est permise.

c) Clarification des méthodes d'amortissement acceptables

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles », et à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles ». Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent pas être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison étant que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des actifs incorporels. Cette présomption ne pourrait être écartée que lorsque les produits et la consommation des avantages économiques de l'actif incorporel présentent une « corrélation élevée », ou lorsque l'actif incorporel est exprimé comme une mesure des produits. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et leur application anticipée est permise.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels ont été déterminés et regroupés par la direction en deux secteurs distincts, en fonction du type d'activité, c'est-à-dire les activités manufacturières et l'édition. Le secteur de l'impression et de l'emballage comprend les activités manufacturières de la Société et tire ses revenus des activités d'impression de circulaires destinées à la vente au détail, de magazines, de journaux, de livres en couleur, de produits marketing personnalisés et de masse, et de la production de solutions d'emballages souples au Canada et aux États-Unis. Le secteur des médias tire ses revenus des produits d'édition imprimés et numériques, en français et en anglais, qui se déclinent comme suit : journaux, livres éducationnels, publications spécialisées pour les professionnels, contenus promotionnels pour les détaillants, outils de marketing de masse et personnalisé, applications mobiles et interactives, et services de distribution géociblés de porte en porte et sur plateformes numériques. Les activités d'édition de magazines consommateurs du secteur des médias ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées, tel que décrit à la note 11 « Activités abandonnées », et par conséquent l'information sectorielle exclut ces activités. Les ventes inter-sectorielles de la Société sont comptabilisées à la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

Les tableaux suivants présentent les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat :

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés
Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015				
Revenus	1 477,6 \$	574,9 \$	(50,3) \$	2 002,2 \$
Charges opérationnelles	1 139,4	508,3	(24,2)	1 623,5
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	338,2	66,6	(26,1)	378,7
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	8,1	13,9	(30,6)	(8,6)
Dépréciation d'actifs	0,4	26,1	0,7	27,2
Résultat opérationnel avant amortissement	329,7	26,6	3,8	360,1
Amortissement	79,1	16,1	6,8	102,0
Résultat opérationnel	250,6 \$	10,5 \$	(3,0) \$	258,1 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	259,1 \$	50,5 \$	(32,9) \$	276,7 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	50,3 \$	27,1 \$	8,7 \$	86,1 \$

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés
Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 ⁽³⁾				
Revenus	1 452,0 \$	590,6 \$	(52,2) \$	1 990,4 \$
Charges opérationnelles	1 139,8	531,8	(35,3)	1 636,3
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	312,2	58,8	(16,9)	354,1
Frais de restructuration et autres coûts	25,4	17,2	(3,6)	39,0
Dépréciation d'actifs	2,5	43,3	—	45,8
Résultat opérationnel avant amortissement	284,3	(1,7)	(13,3)	269,3
Amortissement	77,3	17,4	6,2	100,9
Résultat opérationnel	207,0 \$	(19,1) \$	(19,5) \$	168,4 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	234,9 \$	41,4 \$	(23,1) \$	253,2 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	25,2 \$	29,4 \$	6,9 \$	61,5 \$

⁽¹⁾ Les dirigeants de la Société utilisent principalement le résultat opérationnel ajusté pour prendre des décisions et évaluer la performance des secteurs. Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté et le résultat opérationnel ajusté excluent les frais de restructuration et autres coûts (revenus), et les dépréciations d'actifs.

⁽²⁾ Ces montants incluent les immobilisations incorporelles générées en interne, les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'elles soient payées ou non.

⁽³⁾ La Société a apporté des changements à sa structure organisationnelle au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015. L'effet de ces changements sur l'information sectorielle est mineur. Par conséquent, certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de refléter ces changements.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les revenus de la Société par principaux produits et services pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivants :

	2015	2014
Produits d'impression et d'emballage	1 427,8 \$	1 400,8 \$
Produits d'édition et de contenu	383,1	383,5
Autres produits et services	191,3	206,1
	2 002,2 \$	1 990,4 \$

La Société a revu la catégorisation de ses principaux produits et services. Par conséquent, certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de refléter ce changement.

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Secteur de l'impression et de l'emballage	1 478,4 \$	1 314,5 \$
Secteur des médias	507,2	589,1
Siège social et éliminations intersectorielles ⁽¹⁾	127,9	124,1
	2 113,5 \$	2 027,7 \$

⁽¹⁾ Cette rubrique comprend principalement la trésorerie, les impôts sur le résultat à recevoir, les immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts différés et l'actif au titre des régimes à prestations définies non alloués aux secteurs.

Les différentes composantes sectorielles géographiques des états consolidés du résultat et des états consolidés de la situation financière pour les exercices clos les 31 octobre sont les suivants :

Secteurs géographiques	2015	2014
Revenus		
Canada		
Intérieurs	1 687,6 \$	1 732,7 \$
Exportations	122,1	115,3
États-Unis	192,5	142,4
	2 002,2 \$	1 990,4 \$
	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Actifs non courants ⁽¹⁾		
Canada	905,4 \$	1 004,9 \$
États Unis	404,1	257,6
	1 309,5 \$	1 262,5 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, le goodwill et les autres éléments d'actif non courants, et excluent les instruments financiers dérivés, les impôts différés, les actifs au titre des régimes à prestations définies et les placements dans des coentreprises.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisition de l'exercice clos le 31 octobre 2015

Ultra Flex Packaging

Le 30 septembre 2015, la Société a acquis la totalité des actions de Ultra Flex Packaging, un fournisseur d'emballages souples situé à Brooklyn, New York, pour un prix d'achat de 84,9 millions de dollars américains (113,0 millions de dollars), sujet à ajustements et compte tenu d'une contrepartie conditionnelle en espèces à payer aux premier et deuxième anniversaires de la date de la transaction, suivant l'atteinte de seuils de revenus préétablis.

Cette acquisition permet à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage souple, tout en diversifiant son offre au marché. Cette diversification, de même que le potentiel de croissance associé, représentent les principaux facteurs qui composent le goodwill généré par cette acquisition. La Société finalisera la comptabilisation de cette acquisition au cours de l'exercice qui se terminera le 31 octobre 2016.

Le tableau suivant présente un sommaire préliminaire de la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition qui a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015 :

	Ultra Flex Packaging
Actifs acquis	
Actifs courants (inclus 2,2 \$ de trésorerie)	31,8 \$
Immobilisations corporelles	23,6
Immobilisations incorporelles	25,5
Goodwill (valeur fiscale nulle)	59,1
Autres éléments d'actif	0,5
	140,5
Passifs pris en charge	
Passifs courants	5,8
Dette à long terme (inclus la portion courante) ⁽¹⁾	5,1
Impôts différés	16,5
Autres éléments du passif	0,1
	27,5
	113,0 \$
Contrepartie totale	
Trésorerie déboursée	101,6 \$
Contrepartie conditionnelle à payer à court terme	6,7
Contrepartie conditionnelle à payer à long terme	4,7
	113,0 \$

⁽¹⁾ Au 31 octobre 2015, la dette à long terme de 5,1 millions de dollars avait été remboursée par la Société.

L'état consolidé du résultat de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 comprend les résultats opérationnels de Ultra Flex Packaging depuis la date d'acquisition, soit des revenus supplémentaires de 7,7 millions de dollars, un résultat opérationnel avant amortissement de 0,3 million, incluant les ajustements liés à la comptabilisation de cette acquisition et excluant des coûts de transactions de 2,1 millions (note 6 « Frais de restructuration et autres coûts (revenus) »). La juste valeur des créances acquises de 8,8 millions de dollars, dont aucun montant n'était considéré irrécouvrable à la date d'acquisition, est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation du regroupement d'entreprise. Si la Société avait acquis cette entreprise le 1^{er} novembre 2014, les résultats opérationnels de celle-ci auraient été comme suit : des revenus supplémentaires d'environ 106,0 millions de dollars et un résultat opérationnel avant amortissement supplémentaire d'environ 20,0 millions.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société a déboursé la somme de 1,0 million de dollars relativement à d'autres regroupements d'entreprises conclus au cours des exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)

Acquisitions de l'exercice clos le 31 octobre 2014

Journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media au Québec

Le 1^{er} juin 2014, la Société a acquis les actifs de tous les journaux hebdomadaires du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média inc., pour une contrepartie totale en espèces de 78,8 millions de dollars, duquel un montant de 0,4 million était toujours impayé au 31 octobre 2014. La Société a procédé à l'évaluation finale des actifs acquis et des passifs pris en charge des journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Cette acquisition permet à la Société de renforcer les actifs du secteur des médias, de poursuivre le développement d'une offre locale de médias pour les entreprises et les collectivités et de continuer à bâtir des offres multiplateformes. Les synergies prévues, de même que l'accroissement de son offre, représentent les principaux facteurs qui composent le goodwill généré par cette acquisition. Étant donné que cette acquisition bénéficie à la fois aux activités d'impression, une portion du goodwill a été attribuée au groupe d'UGT du Groupe des journaux et du détail du secteur de l'impression et de l'emballage.

Capri Packaging

Le 3 mai 2014, la Société a acquis les actifs de Capri Packaging, un fournisseur de solutions d'emballages souples situé à Clinton au Missouri, pour une contrepartie totale en espèces de 146,5 millions de dollars. De plus, la Société a signé un contrat de 10 ans avec Schreiber Foods, Inc., qui garantit la position de Capri Packaging comme fournisseur stratégique de solutions d'emballages souples, ce qui représente environ 75 % des revenus annuels actuels de Capri Packaging. La Société a procédé à l'évaluation finale des actifs acquis et des passifs pris en charge de Capri Packaging au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Cette acquisition permet à la Société d'amorcer sa transformation axée sur ses compétences clés dans le domaine manufacturier, en développant un nouvel axe de croissance dans la production de solutions d'emballages souples. Le potentiel de croissance associé à cette acquisition représente le principal facteur qui compose le goodwill généré par cette acquisition.

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, à leur date d'acquisition respective :

	Journaux hebdomadaires de Corporation Sun Media au Québec	Capri Packaging	Total
Actifs acquis			
Actifs courants	7,7 \$	11,4 \$	19,1 \$
Immobilisations corporelles	0,8	14,9	15,7
Immobilisations incorporelles	16,2	58,9	75,1
Goodwill (valeur fiscale de 64,6 \$)	60,1	64,6	124,7
Impôts différés	0,2	—	0,2
	85,0	149,8	234,8
Passifs pris en charge			
Passifs courants	1,7	3,3	5,0
Autres éléments du passif	4,5	—	4,5
	6,2	3,3	9,5
	78,8 \$	146,5 \$	225,3 \$
Contrepartie totale			
Trésorerie déboursée	78,4 \$	146,5 \$	224,9 \$
Sommes à payer à court terme	0,4	—	0,4
	78,8 \$	146,5 \$	225,3 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société a déboursé la somme de 1,0 million de dollars relativement à l'acquisition de Groupe Modulo inc., qui a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

5 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Coûts liés au personnel	648,2 \$	638,5 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽¹⁾	856,2	883,7
Autres biens et services ⁽²⁾	119,1	114,1
	1 623,5 \$	1 636,3 \$

⁽¹⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend principalement les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽²⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels. Les contrats de location simple comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015 se sont élevés à 21,8 millions de dollars (24,5 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014). Les revenus de location et de sous-location comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015 se sont élevés à 2,1 millions de dollars (3,6 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014).

Le coût des marchandises vendues constaté dans les charges opérationnelles pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 a été de 1 087,4 millions de dollars (1 084,7 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, compte tenu du reclassement de certains chiffres au niveau des charges opérationnelles afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice). Un montant de 0,7 million de dollars a été comptabilisé à titre de charge pour désuétude des stocks pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 (1,4 million pour l'exercice clos le 31 octobre 2014).

6 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS (REVENUS)

Les frais de restructuration et autres coûts (revenus) par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Réduction d'effectifs	15,3 \$	27,4 \$
Autres coûts liés à des restructurations	3,6	4,8
Contrats déficitaires	1,9	3,5
Coûts d'acquisition d'entreprises ⁽¹⁾	2,5	4,0
Gain sur la vente d'immeubles	(7,6)	—
Renversement de la provision pour les régimes de retraite multi-employeurs (note 20)	(22,6)	—
Modification des régimes de retraite à prestations définies (note 28)	2,6	—
Modification du régime d'invalidité à long terme (note 28)	(2,9)	—
Gain sur la compression des régimes à prestations définies à la suite de réduction d'effectifs (note 28)	—	(1,0)
Effet de règlement des régimes à prestations définies à la suite de réduction d'effectifs (note 28)	—	0,1
Autres coûts (revenus)	(1,4)	0,2
	(8,6) \$	39,0 \$

⁽¹⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction, principalement des frais juridiques et autres honoraires professionnels, pour des regroupements d'entreprises potentiels ou réalisés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

La dépréciation d'actifs par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Immobilisations corporelles	4,1 \$	2,6 \$
Immobilisations incorporelles	14,8	12,6
Goodwill	8,3	30,6
	27,2 \$	45,8 \$

Immobilisations corporelles

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société a enregistré une charge de dépréciation des immobilisations corporelles de 4,1 millions de dollars, principalement attribuable à du matériel de production qui n'était plus utilisé.

Immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société a procédé au test annuel de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, qui sont composées des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux et de livres. La Société a conclu que les valeurs recouvrables de certaines UGT du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, déterminées sur la base de la valeur d'utilité, étaient inférieures à leur valeur comptable en raison d'une baisse de la profitabilité. Cette baisse de la profitabilité est localisée principalement dans les journaux hebdomadaires à l'extérieur du Québec et s'explique surtout par une diminution des revenus publicitaires. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 12,8 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015. Au cours du même exercice, la Société a également enregistré une charge de dépréciation de 2,0 millions de dollars, principalement attribuable à des coûts liés à des projets en technologie dans le secteur des médias. Ces charges de dépréciation n'ont pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée de 12,1 millions de dollars en raison d'une baisse de la profitabilité, relativement à des noms commerciaux de certaines UGT du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias. La Société avait également enregistré une charge de dépréciation de 0,5 million de dollars, relativement à des coûts liés à des projets en technologie dans le secteur des médias.

Goodwill

Au 31 octobre 2015, la Société a procédé au test annuel de dépréciation du goodwill. La Société a conclu que la valeur recouvrable du groupe d'UGT du Groupe des solutions numériques du secteur des médias, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, était inférieure à sa valeur comptable en raison d'une diminution des activités. Ces conditions affectent défavorablement les résultats opérationnels de ce groupe d'UGT. Par conséquent, la Société a enregistré une charge de dépréciation du goodwill de 8,3 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015. Cette charge de dépréciation n'a pas d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société avait enregistré une charge de dépréciation du goodwill de 30,6 millions de dollars dans le groupe d'UGT du Groupe d'édition de livres du secteur des médias, en raison des compressions budgétaires au sein de la clientèle de ce groupe. Cette charge de dépréciation n'a pas eu d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

Tests de dépréciation

Au 31 octobre 2015, la Société a procédé aux tests de dépréciation annuels du goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, conformément au paragraphe o) de la note 2 « Principales méthodes comptables ». Les valeurs recouvrables des UGT établies pour les fins du test de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée ont été déterminées sur la base de la valeur d'utilité. Les valeurs recouvrables des groupes d'UGT établies pour les fins du test de dépréciation du goodwill ont été déterminées selon la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de vente est établie à l'aide de multiples de capitalisation, qui proviennent de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à l'UGT ou au groupe d'UGT concerné. Ces données sont observées sur le marché.

La valeur d'utilité est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus, qui proviennent du plan financier sur trois ans approuvé par la direction. Le plan financier est fondé sur l'expérience passée et reflète les attentes de la direction quant aux résultats opérationnels et aux dépenses d'investissement, en tenant compte de la stratégie d'entreprise et des tendances économiques et spécifiques du secteur d'activité et du marché. La direction établit ses prévisions en se basant, entre autres, sur les revenus d'impression, les revenus de publicité, les coûts d'impression et les hausses salariales. Au delà de la période de trois ans, les flux de trésorerie font l'objet d'extrapolations selon un taux de croissance perpétuelle.

Les taux d'actualisation utilisés par la Société se situent entre 8,37 % et 14,66 % (les taux d'actualisation avant impôts se situent entre 11,90 % et 23,35 %). Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à celles de l'UGT ou du groupe d'UGT concerné. Le CMPC est une estimation du taux de rendement unifié que les détenteurs de titres de capitaux propres et de titres de créances exigent de dégager sur leurs investissements, et reflète l'évaluation du marché actuel, la valeur temporelle de l'argent et le risque spécifique applicable à l'UGT ou au groupe d'UGT concerné.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS (SUITE)

Les hypothèses utilisées par la Société dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus sont classées au niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs, ce qui signifie qu'elles ne sont pas fondées sur des données de marché observables. La Société a effectué une analyse de sensibilité du taux d'actualisation et du taux de croissance perpétuelle dans le cadre de l'évaluation des valeurs recouvrables des UGT ou groupes d'UGT soumis au test de dépréciation. Les résultats de l'analyse de sensibilité démontrent qu'une augmentation de 1% du taux d'actualisation ou du taux de croissance perpétuelle ne changerait pas significativement les résultats du test.

Le tableau suivant présente les principales UGT soumises au test de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la méthode avec laquelle la valeur recouvrable a été établie et les hypothèses clés utilisées :

	Valeur comptable des noms commerciaux au 31 octobre 2015	Base d'établissement de la valeur recouvrable	Multiple de capitalisation	Taux de croissance perpétuelle	Taux d'actualisation avant impôts
Secteur des médias					
<i>The Telegram</i>	13,8 \$	Valeur d'utilité	s.o.	(2,0) %	18,05 %
<i>The Guardian</i>	15,4	Valeur d'utilité	s.o.	(2,0)	17,76
<i>Cape Breton Post</i>	8,9	Valeur d'utilité	s.o.	(2,0)	17,94
<i>Hebdos Sun Média</i>	5,8	Valeur d'utilité	s.o.	(2,0)	17,34

Le tableau suivant présente les principaux groupes d'UGT soumis au test de dépréciation du goodwill, la méthode avec laquelle la valeur recouvrable a été établie et les hypothèses clés utilisées :

	Valeur comptable du goodwill au 31 octobre 2015	Base d'établissement de la valeur recouvrable	Multiple de capitalisation	Taux de croissance perpétuelle	Taux d'actualisation avant impôts
Secteur de l'impression et de l'emballage					
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4 \$	Juste valeur	5,7x	s.o.	16,65 %
Groupe des journaux et du détail	96,8	Valeur d'utilité	s.o.	— %	14,36
Groupe des emballages souples	135,2	Juste valeur	10,6x	s.o.	23,35
Secteur des médias					
Groupe des solutions aux communautés locales	115,3	Juste valeur	6,0x	s.o.	19,95

8 AMORTISSEMENT

L'amortissement par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Immobilisations corporelles	80,1 \$	81,7 \$
Immobilisations incorporelles	21,9	19,2
	102,0	100,9
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes de revenus et charges opérationnelles	26,8	27,6
	128,8 \$	128,5 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

9 FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Frais financiers de la dette à long terme	19,2 \$	19,8 \$
Renversement des intérêts sur cotisations fiscales antérieures ⁽¹⁾	(11,9)	—
Intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies (note 28)	—	1,3
Intérêts sur lettres de crédit liées aux régimes à prestations définies (note 19)	0,2	—
Autres frais	1,1	0,2
Gains nets de change	(2,4)	(1,7)
	6,2 \$	19,6 \$

(1) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, à la suite d'une entente conclue avec les autorités fiscales, la Société a renversé un montant de 11,9 millions de dollars relativement à des intérêts comptabilisés au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, suivant la réception d'avis de nouvelles cotisations. Ces avis de nouvelles cotisations portaient sur des déductions relatives à des investissements en immobilisations effectuées par la Société, ainsi que sur l'allocation interprovinciale du revenu. Cette entente se soldera par un remboursement de l'ordre de 9,0 millions de dollars au cours du prochain exercice.

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	251,9 \$	148,8 \$
Taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada ⁽¹⁾	26,90 %	26,90 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	67,8	40,0
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	2,8	3,1
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable des gains en capital	(0,3)	8,9
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement ⁽²⁾	(54,7)	(9,8)
Effet de cotisations relatives aux exercices antérieurs	—	(1,9)
Autres	—	(1,8)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	15,6 \$	38,5 \$
Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	72,6 \$	62,2 \$
Augmentation nette de la valeur comptable des actifs d'impôt différé ⁽²⁾	(51,7)	(10,0)
Impôts sur les frais de restructuration et autres coûts (revenus)	(0,1)	(9,6)
Impôts sur la dépréciation d'actifs	(5,2)	(4,1)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	15,6 \$	38,5 \$

(1) Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés applicables dans les provinces où la Société exerce ses activités.

(2) La hausse de la valeur comptable des actifs d'impôt différé au cours des exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014 résulte principalement de l'augmentation des activités aux États-Unis, qui découlent principalement des acquisitions de Capri Packaging et de Ultra Flex Packaging.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôts sur le résultat pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Impôts sur le résultat exigibles		
Exercice considéré	72,4 \$	25,1 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(7,1)	(1,6)
	65,3	23,5
Impôts différés		
Ajustement au titre des exercices antérieurs	8,2	(0,7)
Augmentation rattachée aux différences temporaires	(3,0)	26,0
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement	(54,7)	(9,8)
Incidence des variations des taux d'impôt	(0,2)	(0,5)
	(49,7)	15,0
Total des impôts sur le résultat	15,6 \$	38,5 \$

Le tableau suivant présente les composantes des actifs et des passifs d'impôt différé :

	Au 31 octobre 2015		Au 31 octobre 2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Stocks	— \$	9,2 \$	— \$	10,1 \$
Immobilisations corporelles	—	43,0	—	42,6
Immobilisations incorporelles et goodwill	—	33,6	—	23,7
Provisions	14,7	—	11,7	—
Revenus reportés	66,6	—	73,2	—
Dette à long terme	—	6,6	—	6,0
Régimes à prestations définies	3,8	—	—	0,9
Report de pertes	125,4	—	65,1	—
Provision transitoire des sociétés de personnes	—	4,4	—	7,9
Autres	3,5	—	8,7	—
	214,0	96,8	158,7	91,2
Compensation des actifs et passifs	(16,9)	(16,9)	(6,5)	(6,5)
	197,1 \$	79,9 \$	152,2 \$	84,7 \$

Les pertes reportées incluses dans les actifs d'impôt différé ont une échéance s'étalant de 2016 à 2035.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

La variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015 s'établit comme suit :

	Solde au 31 octobre 2014	Comptabilisé aux résultats	Activités abandonnées (note 11)	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupement d'entreprises	Solde au 31 octobre 2015
Stocks	(10,1) \$	1,0 \$	— \$	(0,1) \$	— \$	— \$	(9,2) \$
Immobilisations corporelles	(42,6)	5,8	—	0,6	—	(6,8)	(43,0)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(23,7)	2,9	(3,5)	0,4	—	(9,7)	(33,6)
Provisions	11,7	2,8	(0,1)	0,3	—	—	14,7
Revenus reportés	73,2	(16,9)	—	10,3	—	—	66,6
Dette à long terme	(6,0)	(1,7)	—	—	1,1	—	(6,6)
Régimes à prestations définies	(0,9)	2,2	—	—	2,5	—	3,8
Report de pertes	65,1	55,2	(1,5)	6,6	—	—	125,4
Provision transitoire des sociétés de personnes	(7,9)	3,5	—	—	—	—	(4,4)
Autres	8,7	(5,1)	(0,1)	—	—	—	3,5
	67,5 \$	49,7 \$	(5,2) \$	18,1 \$	3,6 \$	(16,5) \$	117,2 \$

La variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014 s'établit comme suit :

	Solde au 31 octobre 2013	Comptabilisé aux résultats	Activités abandonnées (note 11)	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupement d'entreprises	Solde au 31 octobre 2014
Stocks	(10,5) \$	0,4 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	(10,1) \$
Immobilisations corporelles	(48,7)	5,8	—	0,2	—	0,1	(42,6)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(13,0)	(10,3)	—	0,7	—	(1,1)	(23,7)
Provisions	23,2	(13,0)	—	0,3	—	1,2	11,7
Revenus reportés	71,9	(3,7)	—	5,0	—	—	73,2
Dette à long terme	(8,6)	2,7	—	—	(0,1)	—	(6,0)
Régimes à prestations définies	9,9	(4,7)	—	—	(6,1)	—	(0,9)
Report de pertes	55,6	7,9	—	1,6	—	—	65,1
Provision transitoire des sociétés de personnes	(9,2)	1,3	—	—	—	—	(7,9)
Autres	10,0	(1,4)	0,1	—	—	—	8,7
	80,6 \$	(15,0) \$	0,1 \$	7,8 \$	(6,2) \$	0,2 \$	67,5 \$

Au 31 octobre 2015, la Société dispose de pertes en capital de 3,1 millions de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment et pour lesquelles les avantages pouvant en découler n'ont pas été comptabilisés. De plus, la Société dispose de pertes reportées aux États-Unis, et considérant qu'il est improbable qu'un bénéfice imposable futur suffisant sera disponible, la Société n'a pas constaté l'actif d'impôt différé totalisant 15,5 millions de dollars relativement à ces pertes. Les pertes rattachées à cet actif non constaté expirent entre 2016 et 2034.

Au 31 octobre 2015, aucun passif d'impôt différé n'a été constaté relativement aux différences temporaires découlant de placements dans des filiales puisque la Société contrôle les décisions relativement à la réalisation de ces passifs et qu'il est probable que les différences temporaires ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

11 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Abandon des magazines consommateurs

Le 12 avril 2015, la Société a complété la vente de ses activités d'édition de magazines consommateurs produits à Montréal et à Toronto et leurs sites Web associés, ainsi que ses produits liés aux marques, à Groupe TVA inc. pour une contrepartie totale en espèces de 56,0 millions de dollars, compte tenu des ajustements pour le fonds de roulement et des ajustements usuels de clôture. Ces produits étaient inclus dans le secteur des médias.

Les activités abandonnées incluent également d'autres magazines consommateurs qui ont été abandonnés ou vendus au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, mais qui ne faisaient pas partie de la transaction avec Groupe TVA inc. Ces éléments ne sont pas significatifs. Au 31 octobre 2015, la Société n'a plus d'activité liée aux magazines consommateurs.

Les résultats et les flux de trésorerie relatifs à ces activités ont été reclassés en tant qu'activités abandonnées dans les états consolidés du résultat et du résultat global, et dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente les résultats liés aux activités abandonnées pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Revenus ⁽¹⁾	31,7 \$	79,0 \$
Charges opérationnelles ⁽¹⁾	33,6	72,7
Frais de restructuration et autres coûts	0,6	2,4
Dépréciation d'actifs	0,8	0,4
Amortissement	0,9	2,1
Revenus financiers nets	(0,1)	(0,1)
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	(4,1)	1,5
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	0,2	0,3
Impôts sur le résultat payés (recouvrés)	(1,0)	0,3
Résultat net lié à l'exploitation des activités abandonnées	(2,9)	1,5
Gain lié à la cession d'entreprises, déduction faite des impôts y afférents de 6,2 \$	28,5	—
Résultat net et résultat global liés aux activités abandonnées	25,6 \$	1,5 \$
Attribuable aux :		
Actionnaires de la Société	26,0 \$	0,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,4)	0,6
	25,6 \$	1,5 \$

⁽¹⁾ La Société a des transactions intersociétés entre ses activités poursuivies et ses activités abandonnées. Malgré la présentation distincte des résultats liés aux activités poursuivies et abandonnées, ces transactions intersociétés demeurent totalement éliminées dans les états financiers consolidés de la Société. Les transactions intersociétés qui devraient se poursuivre après l'abandon des activités des magazines consommateurs ont été présentées dans les résultats liés aux activités poursuivies plutôt qu'à titre d'activités abandonnées.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux opérations	(1,9) \$	(1,7) \$
Flux de trésorerie liés aux investissements	54,6	(0,7)
Variation nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	52,7 \$	(2,4) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

11 ACTIVITÉS ABANDONNÉES (SUITE)

Le tableau suivant présente un sommaire de la valeur comptable des actifs vendus et des passifs transférés :

	Magazines consommateurs
Actifs courants	21,1 \$
Immobilisations corporelles	2,3
Immobilisations incorporelles	1,7
Goodwill alloué	20,0
Actifs vendus	45,1
Passifs courants	19,2
Placement dans une coentreprise	0,4
Autres éléments du passif	4,1
Passifs transférés	23,7
Actifs nets vendus	21,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,6 \$

12 DÉBITEURS

Les composantes des débiteurs se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Comptes clients	360,7 \$	390,4 \$
Provisions pour créances douteuses	(4,8)	(7,3)
Autres débiteurs	37,1	32,0
	393,0 \$	415,1 \$

13 STOCKS

Les composantes des stocks se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014 ⁽¹⁾
Matières premières	66,8 \$	51,7 \$
Travaux en cours et produits finis	57,2	50,4
Provision pour désuétude	(7,7)	(7,9)
	116,3 \$	94,2 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations corporelles pour les exercices clos les 31 octobre :

2015	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	46,6 \$	238,5 \$	50,0 \$	1 132,2 \$	12,1 \$	116,6 \$	15,1 \$	1 611,1 \$
Acquisitions	—	2,3	1,7	8,0	—	7,0	44,6	63,6
Mises en service	—	3,2	3,5	21,3	—	3,7	(31,7)	—
Regroupements d'entreprises	2,4	12,6	0,9	7,2	—	0,2	0,3	23,6
Cessions d'entreprises	—	—	(5,2)	—	—	(3,2)	(0,2)	(8,6)
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	(6,6)	(15,6)	(2,0)	(15,0)	—	(13,2)	(0,2)	(52,6)
Variation du cours de change et autres	4,1	8,5	(0,1)	18,4	—	1,0	(0,6)	31,3
Solde au 31 octobre 2015	46,5 \$	249,5 \$	48,8 \$	1 172,1 \$	12,1 \$	112,1 \$	27,3 \$	1 668,4 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	— \$	(120,0) \$	(21,0) \$	(793,0) \$	(11,2) \$	(100,0) \$	— \$	(1 045,2) \$
Amortissement	—	(8,9)	(4,1)	(57,3)	(0,5)	(9,3)	—	(80,1)
Cessions d'entreprises	—	—	3,2	—	—	2,5	—	5,7
Dispositions et élimination du cumul des amortissements et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	4,4	1,8	14,1	—	13,2	—	33,5
Dépréciations	—	(0,7)	(0,8)	(2,4)	—	(0,2)	—	(4,1)
Variation du cours de change et autres	—	(2,9)	0,1	(7,3)	—	(0,6)	—	(10,7)
Solde au 31 octobre 2015	— \$	(128,1) \$	(20,8) \$	(845,9) \$	(11,7) \$	(94,4) \$	— \$	(1 100,9) \$
Valeur comptable nette	46,5 \$	121,4 \$	28,0 \$	326,2 \$	0,4 \$	17,7 \$	27,3 \$	567,5 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

2014	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Matériel de production loué (contrats de location- financement)	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	44,4 \$	224,8 \$	42,7 \$	1 121,9 \$	8,9 \$	108,8 \$	19,7 \$	1 571,2 \$
Acquisitions	—	1,3	4,4	7,0	—	2,6	20,4	35,7
Mises en service	—	2,7	1,2	16,6	—	4,6	(25,1)	—
Regroupements d'entreprises	0,5	7,2	0,3	7,1	—	0,6	—	15,7
Cessions d'entreprises	—	—	(0,5)	(15,7)	(1,2)	(1,4)	—	(18,8)
Activités abandonnées ⁽¹⁾	—	—	0,6	—	—	0,4	0,1	1,1
Dispositions et élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	(0,9)	—	(12,8)	—	—	—	(13,7)
Variation du cours de change et autres	1,7	3,4	1,3	8,1	4,4	1,0	—	19,9
Solde au 31 octobre 2014	46,6 \$	238,5 \$	50,0 \$	1 132,2 \$	12,1 \$	116,6 \$	15,1 \$	1 611,1 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	— \$	(111,1) \$	(15,4) \$	(754,4) \$	(6,5) \$	(87,8) \$	— \$	(975,2) \$
Amortissement	—	(8,3)	(3,8)	(59,7)	(0,8)	(9,1)	—	(81,7)
Cessions d'entreprises	—	—	0,4	14,6	0,6	1,2	—	16,8
Activités abandonnées ⁽¹⁾	—	—	(0,4)	—	—	(0,7)	—	(1,1)
Dispositions et élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	0,6	—	11,9	—	—	—	12,5
Dépréciations	—	—	(0,2)	(2,3)	—	(0,1)	—	(2,6)
Variation du cours de change et autres	—	(1,2)	(1,6)	(3,1)	(4,5)	(3,5)	—	(13,9)
Solde au 31 octobre 2014	— \$	(120,0) \$	(21,0) \$	(793,0) \$	(11,2) \$	(100,0) \$	— \$	(1 045,2) \$
Valeur comptable nette	46,6 \$	118,5 \$	29,0 \$	339,2 \$	0,9 \$	16,6 \$	15,1 \$	565,9 \$

⁽¹⁾ Comprend la variation nette des immobilisations corporelles liées aux activités abandonnées.

Coûts d'emprunt capitalisés aux immobilisations corporelles

Pour les exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014, des montants négligeables ont été capitalisés aux immobilisations corporelles à titre de coûts d'emprunt.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 octobre :

	Durée d'utilité déterminée					Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux	
2015								
Coût								
Solde au début de l'exercice	122,5 \$	112,7 \$	12,6 \$	10,4 \$	55,5 \$	11,7 \$	134,1 \$	459,5 \$
Ajouts (générés en interne)	—	11,7	—	—	10,8	—	—	22,5
Regroupements d'entreprises	25,5	—	—	—	—	—	0,1	25,6
Cessions d'entreprises	—	—	—	—	(7,7)	—	(6,1)	(13,8)
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	—	—	(0,8)	(8,8)	(0,1)	—	(9,7)
Variation du cours de change et autres	9,3	(0,1)	—	—	1,6	—	—	10,8
Solde au 31 octobre 2015	157,3 \$	124,3 \$	12,6 \$	9,6 \$	51,4 \$	11,6 \$	128,1 \$	494,9 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	(23,0) \$	(78,2) \$	(7,6) \$	(5,6) \$	(28,3) \$	(9,7) \$	(54,2) \$	(206,6) \$
Amortissement	(12,2)	(13,4)	(1,2)	(1,8)	(6,0)	(0,7)	—	(35,3)
Cessions d'entreprises	—	—	—	—	5,8	—	5,8	11,6
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	—	—	0,8	8,8	0,1	—	9,7
Dépréciations	(0,4)	(0,1)	—	—	(1,5)	—	(12,8)	(14,8)
Variation du cours de change et autres	(0,9)	0,1	—	0,1	(1,3)	—	—	(2,0)
Solde au 31 octobre 2015	(36,5) \$	(91,6) \$	(8,8) \$	(6,5) \$	(22,5) \$	(10,3) \$	(61,2) \$	(237,4) \$
Valeur comptable nette	120,8 \$	32,7 \$	3,8 \$	3,1 \$	28,9 \$	1,3 \$	66,9 \$	257,5 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

2014	Durée d'utilité déterminée					Durée d'utilité indéterminée		Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Titres d'ouvrages pédagogiques	Ententes de non-concurrence	Coûts liés à des projets en technologie	Contrats d'impression acquis et autres	Noms commerciaux	
Coût								
Solde au début de l'exercice	52,0 \$	98,2 \$	12,6 \$	10,4 \$	47,8 \$	13,3 \$	128,3 \$	362,6 \$
Ajouts (générés en interne)	—	14,5	—	—	11,3	—	—	25,8
Regroupements d'entreprises	69,3	—	—	—	—	—	5,8	75,1
Activités abandonnées ⁽¹⁾	—	—	—	—	1,5	—	—	1,5
Élimination du coût des actifs entièrement amortis	—	—	—	—	(6,4)	—	—	(6,4)
Variation du cours de change et autres	1,2	—	—	—	1,3	(1,6)	—	0,9
Solde au 31 octobre 2014	122,5 \$	112,7 \$	12,6 \$	10,4 \$	55,5 \$	11,7 \$	134,1 \$	459,5 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations								
Solde au début de l'exercice	(15,1) \$	(66,9) \$	(5,8) \$	(3,8) \$	(25,8) \$	(9,0) \$	(42,1) \$	(168,5) \$
Amortissement	(8,0)	(11,3)	(1,8)	(1,8)	(6,7)	(0,9)	—	(30,5)
Activités abandonnées ⁽¹⁾	—	—	—	—	(1,3)	—	(0,4)	(1,7)
Élimination du cumul de l'amortissement et des dépréciations des actifs entièrement amortis	—	—	—	—	6,4	—	—	6,4
Dépréciations	—	—	—	—	(0,9)	—	(11,7)	(12,6)
Variations du cours de change et autres	0,1	—	—	—	—	0,2	—	0,3
Solde au 31 octobre 2014	(23,0) \$	(78,2) \$	(7,6) \$	(5,6) \$	(28,3) \$	(9,7) \$	(54,2) \$	(206,6) \$
Valeur comptable nette	99,5 \$	34,5 \$	5,0 \$	4,8 \$	27,2 \$	2,0 \$	79,9 \$	252,9 \$

⁽¹⁾ Comprend la variation nette des immobilisations incorporelles liées aux activités abandonnées.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

16 GOODWILL

Le tableau suivant présente l'évolution du goodwill pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Coût		
Solde au début de l'exercice	1 120,3 \$	994,2 \$
Regroupements d'entreprises (note 4)	59,1	124,7
Cessions d'entreprises	(0,9)	—
Activités abandonnées (note 11)	(20,0)	—
Variation du cours de change	10,1	1,4
Solde à la fin de l'exercice	1 168,6 \$	1 120,3 \$
Dépréciations cumulées		
Solde au début de l'exercice	(700,8) \$	(670,2) \$
Dépréciations (note 7)	(8,3)	(30,6)
Solde à la fin de l'exercice	(709,1) \$	(700,8) \$
Valeur comptable nette		
Au début de l'exercice	419,5 \$	324,0 \$
À la fin de l'exercice	459,5 \$	419,5 \$

La valeur comptable du goodwill est répartie entre les groupes d'UGT de la façon suivante :

	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Secteurs opérationnels		
Secteur de l'impression et de l'emballage		
Groupe des magazines, des livres et des catalogues	65,4 \$	65,4 \$
Groupe des journaux et du détail	96,8	96,8
Groupe des emballages souples	135,2	66,0
	297,4	228,2
Secteur des médias		
Groupe des solutions d'affaires ⁽¹⁾	12,8	32,8
Groupe des solutions aux communautés locales	115,3	116,2
Groupe d'édition de livres	19,5	19,5
Groupe des solutions de contenu	12,7	12,7
Groupe des solutions numériques	1,8	10,1
	162,1	191,3
	459,5 \$	419,5 \$

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, le groupe d'UGT du Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs a été renommé à la suite de la vente des activités d'édition de magazines consommateurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

17 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les composantes des autres éléments d'actif se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Coûts d'acquisition de contrats	16,7 \$	18,4 \$
Actif au titre des régimes à prestations définies (note 28)	27,6	38,6
Autres	5,8	4,1
	50,1 \$	61,1 \$

18 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les composantes des créditeurs et charges à payer se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Comptes fournisseurs et autres frais courus	146,2 \$	132,8 \$
Salaires et autres avantages à payer	94,5	88,7
Rémunération à base d'actions (note 24)	25,2	16,8
Taxes à payer	13,3	12,5
Instruments financiers dérivés	5,7	2,6
Frais financiers à payer	6,2	7,6
Autres	48,6	40,8
	339,7 \$	301,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

19 DETTE À LONG TERME

La dette à long terme se détaille comme suit :

	Taux d'intérêt effectif au		Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
	31 octobre 2015	Échéances		
Billets de premier rang				
Série 2002 A - 5,73 % (50,0 \$US)	— %	—	— \$	56,2 \$
Série 2004 D - LIBOR + 0,90 % (10,0 \$US)	1,27 %	2016	13,1	11,2
Billets non garantis de premier rang - 3,897 %	4,03 %	2019	250,0	250,0
Facilité de crédit en dollars canadiens	4,27 %	2020	10,0	14,0
Facilité de crédit en dollars américains (2015 - 10,0 \$US; 2014 - 30,0 \$US)	3,05 %	2020	13,1	33,7
Déventures - Fonds de solidarité FTQ				
Série 1 - 5,58 %	5,58 %	2019	50,0	50,0
Série 2 - 4,011 %	4,05 %	2020	50,0	50,0
Prêt à terme - EURIBOR + 1,60 % (2014 - 9,8 euros)	— %	—	—	14,0
Autres emprunts à des taux nominaux nuls	5,73 %	2017	0,4	0,6
			386,6	479,7
Frais d'émission de la dette à long terme au coût amorti			2,5	2,9
Total de la dette à long terme			384,1	476,8
Portion courante de la dette à long terme ⁽¹⁾			36,4	118,1
			347,7 \$	358,7 \$

⁽¹⁾ La portion courante de la dette à long terme au 31 octobre 2015 comprend principalement la facilité de crédit en dollars canadiens et américains et les billets de premier rang Série 2004 D.

Les billets de premier rang Série 2004 D sont rachetables à leur valeur nominale. Le 15 décembre 2014, la Société a remboursé ses billets de premier rang Série 2002 A venus à échéance à cette date, au montant de 50,0 millions de dollars américains (58,1 millions de dollars). Ce financement était d'une durée de douze ans, au taux de 5,73 %.

Les billets non garantis de premier rang, au montant de 250,0 millions de dollars, portent intérêt au taux de 3,897 %, payable en versements semestriels égaux et échéant en 2019. Les billets sont des obligations non garanties directes de la Société et elles occupent un rang égal à toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société.

La Société dispose d'une facilité de crédit au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, qui vient à échéance en février 2020. Le taux d'intérêt applicable à la facilité de crédit est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's et DBRS. Selon la cote de crédit actuelle, il s'agit soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 1,675 %, ou alors du taux préférentiel du Canada ou du taux préférentiel des États-Unis, majorés de 0,675 %. Au 31 octobre 2015, le taux nominal était de 2,53 % et de 1,82 % pour la facilité de crédit en dollars canadiens et en dollars américains, respectivement.

Le financement de 100,0 millions de dollars consenti par le Fonds de solidarité FTQ est composé de deux déventures de 50,0 millions chacune. La débenture non garantie Série 1 porte intérêt au taux de 5,58 %, payable aux six mois, et échéant en 2019. La débenture non garantie Série 2 porte intérêt au taux de 4,011 %, payable aux six mois, et échéant en 2020.

Le 15 juillet 2015, la Société a remboursé le solde restant de son prêt à terme en euros venu à échéance. Ce financement était d'une durée de six ans, au taux variable EURIBOR majoré de 1,60 %. Le contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, qui était utilisé à titre d'instrument financier dérivé désigné comme couverture afin de fixer le taux de change et de convertir le taux d'intérêt de cette dette, est également venu à échéance.

Le 11 avril 2014, la Société a conclu des ententes relatives à deux facilités de lettres de crédit renouvelables et non engagées, au montant de 15,0 millions de dollars chacune, qui venaient à échéance le 11 avril 2015. Le 11 avril 2015, la Société a prolongé ses deux facilités de lettres de crédit d'une année supplémentaire, reportant l'échéance au 11 avril 2016. Les frais applicables à la portion émise sur ces facilités de lettres de crédit sont de 1,00 % annuellement. Au 31 octobre 2015, des lettres de crédit au montant de 12,7 millions de dollars (12,1 millions au 31 octobre 2014) avaient été émises à même ces facilités, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies de la Société (note 28 « Avantages du personnel »).

Au 31 octobre 2015, des lettres de crédit aux montants de 0,1 million de dollars (0,5 million au 31 octobre 2014) et 1,3 million de dollars américains (1,2 million au 31 octobre 2014) avaient été émises à même la facilité de crédit, en plus du montant présenté au tableau ci-dessus.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

19 DETTE À LONG TERME (SUITE)

La Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours des exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ces clauses.

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2016	13,3 \$
2017	0,2
2018	—
2019	300,0
2020	73,1
	386,6 \$

20 PROVISIONS

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 :

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Régimes de retraite multi-employeurs	Autres	Total
Solde au début de l'exercice	15,5 \$	10,5 \$	22,6 \$	1,7 \$	50,3 \$
Provisions enregistrées	16,0	2,2	—	0,2	18,4
Montants utilisés	(25,2)	(3,5)	—	(0,5)	(29,2)
Provisions renversées	(0,7)	(0,6)	(22,6)	(0,3)	(24,2)
Autres	—	0,6	—	—	0,6
Solde au 31 octobre 2015	5,6 \$	9,2 \$	— \$	1,1 \$	15,9 \$
Portion courante	5,6 \$	4,1 \$	— \$	0,5 \$	10,2 \$
Portion non courante	—	5,1	—	0,6	5,7
	5,6 \$	9,2 \$	— \$	1,1 \$	15,9 \$

Frais de restructuration

La Société procède à des mesures de rationalisation dans ses secteurs opérationnels en raison de changements structurels importants dans les industries de l'impression et des médias.

Contrats déficitaires

Les provisions pour contrats déficitaires sont rattachées à des contrats de location simple pour des espaces inutilisés par la Société à la suite de mesures de rationalisation, et correspondent à la valeur actualisée des charges de location futures que la Société devra déboursier en vertu des contrats qui ne peuvent être annulés, déduction faite des revenus de sous-location estimatifs futurs qui devraient être tirés de ces contrats. L'échéance maximale de ces contrats est de 6,5 ans.

Régimes de retraite multi-employeurs

La loi n° 34 au Québec, *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises*, a été adoptée le 2 avril 2015. Basé sur les dispositions de la loi, l'obligation de la Société relative aux régimes de retraite multi-employeurs québécois se limite au versement des cotisations prévues dans les conventions collectives de la Société et ces régimes sont classés comme des régimes à cotisations définies. Par conséquent, la Société a renversé la provision pour les régimes de retraite multi-employeurs québécois au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015.

Autres

Les autres provisions comprennent les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les provisions relatives aux réclamations et aux litiges.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

21 AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les composantes des autres éléments du passif se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Revenus reportés	145,3 \$	163,6 \$
Charges à payer et autres passifs	17,6	17,6
Passif au titre des régimes à prestations définies (note 28)	41,8	47,5
Instruments financiers dérivés	0,8	0,1
	205,5 \$	228,8 \$

22 CAPITAL SOCIAL

Actions à droit de vote subalterne catégorie A : actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant un vote par action, participantes.

Actions catégorie B : actions à droit de vote sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes.

Le tableau suivant présente l'évolution du capital social de la Société pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015		2014	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions participantes				
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	63 189 351	345,9 \$	63 188 951	345,9 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	25 400	—	400	—
Actions participantes rachetées et annulées	(42 300)	(0,3)	—	—
Levée d'options d'achat d'actions	190 830	2,5	—	—
Solde à la fin de l'exercice	63 363 281	348,1	63 189 351	345,9
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	14 832 416	20,1	14 832 816	20,1
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(25 400)	—	(400)	—
Solde à la fin de l'exercice	14 807 016	20,1	14 832 416	20,1
	78 170 297	368,2 \$	78 021 767	366,0 \$
Actions privilégiées				
Actions privilégiées de premier rang à taux rajusté et à dividende cumulatif, série D				
Solde au début de l'exercice	—	— \$	4 000 000	96,8 \$
Actions privilégiées rachetées et annulées	—	—	(4 000 000)	(96,8)
Solde à la fin de l'exercice	—	— \$	—	— \$
		368,2 \$		366,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

22 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Rachat d'actions participantes

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2015 et le 14 avril 2016, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 1,6 % de ses 63 244 208 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2015, et jusqu'à concurrence de 237 250 actions catégorie B, représentant 1,6 % de ses 14 827 916 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2015. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières, en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2014 et le 14 avril 2015, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 4 742 369 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 7,5 % de ses 63 188 951 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2014, et jusqu'à concurrence de 741 640 actions catégorie B, représentant 5,0 % de ses 14 832 816 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2014. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société a racheté 42 300 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 15,59 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 0,7 million de dollars. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 0,4 million de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 31 octobre 2015. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter à cette date.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et de ses actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter à cette date.

Rachat des actions privilégiées

Le 15 octobre 2014, la Société a exercé son droit de racheter la totalité de ses 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté et à dividende cumulatif, série D, à un prix par action de 25,00 \$, pour une contrepartie en espèces de 100,0 millions de dollars.

Levée d'options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, la contrepartie reçue a été de 2,1 millions de dollars, et un montant de 0,4 million a été transféré du surplus d'apport au capital social. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, il n'y a pas eu de levée d'options d'achat d'actions.

Dividendes

Des dividendes de 0,67 \$ et 0,63 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions participantes pour les exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014, respectivement. Des dividendes de 1,69 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions privilégiées pour l'exercice clos le 31 octobre 2014.

23 RÉSULTAT NET PAR ACTION PARTICIPANTE

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net lié aux activités poursuivies de base et dilué par action participante pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Numérateur		
Résultat net lié aux activités poursuivies	236,6 \$	111,0 \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	—	6,8
Résultat net lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	236,6 \$	104,2 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	78,1	78,0
Effet dilutif des options d'achat d'actions	0,2	0,2
Nombre moyen pondéré d'actions participantes - dilué	78,3	78,2

Au 31 octobre 2015, toutes les options d'achat d'actions sont incluses dans le calcul du résultat net lié aux activités poursuivies dilué par action étant donné leur effet potentiel dilutif. Au 31 octobre 2014, 319 044 options d'achat d'actions ont été exclues du calcul du résultat net lié aux activités poursuivies dilué par action étant donné qu'elles étaient anti-dilutives, leur prix d'exercice étant supérieur à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

24 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 31 octobre 2015 est de 6 078 562 et 4 211 098, respectivement. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours qui précèdent immédiatement la date d'attribution des options. La Société a décidé de cesser d'octroyer des options d'achat d'actions à compter de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014, des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,2 million de dollars et 0,5 million, respectivement, ont été imputées aux états consolidés du résultat et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015		2014	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au début de l'exercice	1 160 296	13,33 \$	1 354 076	14,44 \$
Levées	(190 830)	10,87	—	—
Annulées	(5 835)	11,57	(15 100)	15,66
Expirées	(200 928)	18,61	(178 680)	21,56
Options en cours à la fin de l'exercice	762 703	12,57 \$	1 160 296	13,33 \$

Au 31 octobre 2015, le solde des options d'achat d'actions disponible pour attributions futures en vertu du régime était de 3 448 395.

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions au 31 octobre 2015 :

Fourchette des prix de levée	Options en cours			Options pouvant être levées	
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
11,33 - 12,40 \$	541 955	3,8	11,71 \$	306 198	11,83 \$
13,09 - 16,20	220 748	1,7	14,66	220 748	14,66
	762 703	3,2	12,57 \$	526 946	13,01 \$

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

Nombre d'unités	2015	2014	2015	2014
	UAD		UAR	
Solde au début de l'exercice	241 812	225 051	924 627	713 704
Unités attribuées	3 121	—	378 396	418 934
Unités annulées	—	—	(32 548)	(67 520)
Unités payées	(4 747)	(8 228)	(205 894)	(138 130)
Unités converties	27 194	15 016	(27 194)	(15 016)
Dividendes versés en unités	11 782	9 973	27 268	12 655
Solde à la fin de l'exercice	279 162	241 812	1 064 655	924 627

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

24 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Au 31 octobre 2015, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 17,8 millions de dollars (11,2 millions au 31 octobre 2014). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014 ont été de 9,7 millions de dollars et 3,9 millions, respectivement. Des montants de 3,1 millions de dollars et 2,4 millions ont été payés en vertu de ce régime pour les exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014, respectivement.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos les 31 octobre :

Nombre d'unités	2015	2014
Solde au début de l'exercice	371 086	318 875
Rémunération des administrateurs	33 223	38 059
Unités payées	(54 150)	—
Dividendes versés en unités	13 355	14 152
Solde à la fin de l'exercice	363 514	371 086

Au 31 octobre 2015, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs était de 7,4 millions de dollars (5,6 millions au 31 octobre 2014). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014 ont été de 2,6 millions de dollars et de 0,3 million, respectivement. Un montant de 0,8 million de dollars a été payé en vertu de ce régime pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 et aucun montant n'a été payé pour l'exercice clos le 31 octobre 2014.

25 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couverture de flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 31 octobre 2014	(3,3) \$	1,7 \$	8,7 \$	7,1 \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	(3,7)	22,6	(6,6)	12,3
Solde au 31 octobre 2015	(7,0) \$	24,3 \$	2,1 \$	19,4 \$
Solde au 31 octobre 2013	(3,7) \$	(1,6) \$	(7,9) \$	(13,2) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	0,4	3,3	16,6	20,3
Solde au 31 octobre 2014	(3,3) \$	1,7 \$	8,7 \$	7,1 \$

Au 31 octobre 2015, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2016	2017	2018	2019	Total
Pertes sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(6,6) \$	(1,8) \$	(0,9) \$	(0,3) \$	(9,6) \$
Impôts sur le résultat	(1,8)	(0,5)	(0,2)	(0,1)	(2,6)
	(4,8) \$	(1,3) \$	(0,7) \$	(0,2) \$	(7,0) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

26 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation des éléments hors caisse liés aux opérations se résume comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Débiteurs	7,5 \$	3,4 \$
Stocks	(0,5)	(2,8)
Frais payés d'avance et autres actifs courants	(2,0)	0,2
Créditeurs et charges à payer	23,0	9,1
Provisions	(13,9)	6,2
Revenus reportés et dépôts	(37,1)	(6,1)
Régimes à prestations définies	(4,3)	(14,2)
	(27,3) \$	(4,2) \$

27 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société, directement ou indirectement, y compris les administrateurs (dirigeants ou non) de la Société. La rémunération gagnée par les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 octobre est présentée ci-dessous :

	2015	2014
Salaires et autres avantages à court terme	12,0 \$	10,5 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,8	0,7
Rémunération à base d'actions	10,3	3,8
	23,1 \$	15,0 \$

28 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre à ses employés divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes de retraite multi-employeurs. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. Pour les régimes à prestations définies, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de services et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées au cours de l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. Pour les régimes de retraite à cotisations définies, les régimes de retraite multi-employeurs et les régimes enregistrés d'épargne collectifs, la seule obligation de la Société est de remettre la cotisation mensuelle de l'employeur. Certaines obligations de la Société aux termes des régimes à prestations définies sont garanties par des lettres de crédit, émises à même les facilités de crédit de la Société, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de capitalisation des régimes.

Le conseil d'administration de la Société, à l'aide de son comité de retraite, est responsable de la surveillance et de la gouvernance des régimes de retraite. Le comité de retraite aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision générales à l'égard des régimes de retraite, notamment en ce qui concerne les décisions de placements, les cotisations aux régimes à prestations définies et la sélection des possibilités de placement des régimes à cotisations définies. Les actifs des régimes de retraite sont détenus en fidéicommiss, excepté les rentes assurées. Les régimes de retraite de la Société sont gérés conformément aux lois canadiennes et provinciales applicables aux régimes de retraite, lesquelles prescrivent des exigences de financement minimal et maximal pour les régimes de retraite à prestations définies.

La politique de financement de la Société consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Les cotisations de la Société à ses régimes de retraite reflètent les plus récentes évaluations actuarielles concernant le rendement sur les placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs. La capitalisation des régimes de retraite repose sur une évaluation de la solvabilité pour laquelle les hypothèses peuvent différer des hypothèses utilisées à des fins comptables.

Les régimes de retraite à prestations définies et les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi exposent la Société à certains risques particuliers, notamment le rendement sur les placements, les modifications du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation, le taux de longévité des participants, l'inflation et les coûts de soins de santé.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de capitalisation des régimes de retraite de la Société datent du 31 décembre 2014 pour les régimes enregistrés au Québec et du 31 décembre 2013 pour les régimes enregistrés en Ontario.

L'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers consolidés annuels. Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes pour les exercices clos les 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Obligation au titre des régimes à prestations définies						
Solde au début de l'exercice	762,9 \$	722,1 \$	17,7 \$	13,0 \$	780,6 \$	735,1 \$
Coût des services rendus ⁽¹⁾	0,2	0,2	(1,3)	7,5	(1,1)	7,7
Coût des services passés ^{(2), (3)}	2,6	—	(2,9)	—	(0,3)	—
Coût financier relatif à l'obligation au titre des prestations définies	32,0	32,9	0,4	0,6	32,4	33,5
Écarts actuariels découlant de :						
L'expérience du régime	11,0	10,4	—	(3,5)	11,0	6,9
Changements dans les hypothèses démographiques	0,2	11,9	—	0,7	0,2	12,6
Changements dans les hypothèses financières	(9,1)	27,1	(0,1)	0,6	(9,2)	27,7
Prestations versées	(87,9)	(38,6)	(0,7)	(1,2)	(88,6)	(39,8)
Cotisations des employés	—	0,2	—	—	—	0,2
Gain de compression des régimes	—	(1,0)	—	—	—	(1,0)
Effet d'un règlement	—	(2,4)	—	—	—	(2,4)
Variation du cours de change et autres	0,3	0,1	—	—	0,3	0,1
Solde à la fin de l'exercice	712,2 \$	762,9 \$	13,1 \$	17,7 \$	725,3 \$	780,6 \$
Juste valeur des actifs des régimes						
Solde au début de l'exercice	771,7 \$	699,2 \$	— \$	— \$	771,7 \$	699,2 \$
Revenus d'intérêts sur les actifs des régimes	32,4	32,2	—	—	32,4	32,2
Écarts actuariels sur les actifs des régimes	(0,7)	69,9	—	—	(0,7)	69,9
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des actifs)	(1,8)	(1,9)	—	—	(1,8)	(1,9)
Prestations versées	(87,9)	(38,6)	(0,7)	(1,2)	(88,6)	(39,8)
Cotisations des employés	—	0,2	—	—	—	0,2
Cotisations de l'employeur	3,5	12,9	0,7	1,2	4,2	14,1
Effet d'un règlement	—	(2,5)	—	—	—	(2,5)
Variation du cours de change et autres	0,3	0,3	—	—	0,3	0,3
Solde à la fin de l'exercice	717,5 \$	771,7 \$	— \$	— \$	717,5 \$	771,7 \$
Surplus (déficit) des régimes	5,3 \$	8,8 \$	(13,1) \$	(17,7) \$	(7,8) \$	(8,9) \$
Effet du plafond de l'actif reconnu dans les AERG	(6,4)	—	—	—	(6,4)	—
Actif (passif) au titre des régimes à prestations définies	(1,1) \$	8,8 \$	(13,1) \$	(17,7) \$	(14,2) \$	(8,9) \$

⁽¹⁾ Le coût des services rendus des autres régimes à prestations définies inclut la variation nette du régime d'invalidité à long terme, composée du coût des services rendus et des écarts actuariels. Le coût des services passés de ce régime est présenté sur une ligne distincte.

⁽²⁾ Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, le coût des services passés des prestations de retraite résultent de la modification des régimes de retraite qui permet dorénavant aux participants de 55 ans et plus qui ont cessé leur participation au régime, et qui ne reçoivent toujours pas une rente du régime, de transférer la valeur de leurs droits dans un véhicule de retraite autorisé en tout temps.

⁽³⁾ Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, le coût des services passés des autres régimes à prestations définies résultent de la modification du coût assumé par la Société pour les soins de la santé et dentaires pour les employés en invalidité à long terme.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

L'actif (le passif) au titre des régimes à prestations définies figurent comme suit aux états financiers consolidés de la situation financière aux 31 octobre :

	2015	2014
Autres éléments d'actif	27,6 \$	38,6 \$
Autres éléments du passif	(41,8)	(47,5)
	(14,2) \$	(8,9) \$

Le tableau suivant présente la composition de la juste valeur des actifs des régimes aux 31 octobre :

	2015	2014
Cotés sur un marché actif		
Titres de capitaux propres		
Actions canadiennes et étrangères et fonds de placement	107,9 \$	105,3 \$
Titres de créances		
Obligations de gouvernements et d'entreprises et fonds de placement	419,6	569,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de placement	14,5	27,0
	542,0	702,1
Non cotés sur un marché actif		
Rentes assurées	175,5	69,6
	717,5 \$	771,7 \$

Au 31 octobre 2015, les actifs des régimes comprenaient des actions de la Société pour un montant de 0,8 million de dollars (0,6 million au 31 octobre 2014).

La stratégie d'appariement des actifs et des passifs de la Société consiste à minimiser le risque, par l'achat de rentes assurées et de titres de créances. Pour les exercices clos les 31 octobre 2014 et 2015, les régimes ont investi dans des rentes assurées sans rachat des engagements. Leur juste valeur est considérée être égale à l'obligation au titre des prestations définies des participants visés par l'achat de rentes, calculée selon les hypothèses applicables à la date de clôture.

Le tableau suivant présente la situation de capitalisation des régimes à prestations définies aux 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Juste valeur des actifs des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	717,5 \$	771,7 \$	— \$	— \$	717,5 \$	771,7 \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	684,4	733,9	—	—	684,4	733,9
Effet du plafond de l'actif	(6,4)	—	—	—	(6,4)	—
Situation de capitalisation des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés - surplus	26,7 \$	37,8 \$	— \$	— \$	26,7 \$	37,8 \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes sans capitalisation	27,8	29,0	13,1	17,7	40,9	46,7
Situation de capitalisation totale - surplus (déficit)	(1,1) \$	8,8 \$	(13,1) \$	(17,7) \$	(14,2) \$	(8,9) \$

La Société prévoit verser des cotisations estimées à un montant de 4,1 millions de dollars à ses régimes à prestations définies au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2016, considérant qu'elle prévoit utiliser des lettres de crédit à même ses facilités de crédit, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation, selon les résultats des évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le tableau suivant présente les principales hypothèses utilisées pour calculer l'obligation au titre des régimes à prestations définies de la Société aux 31 octobre :

	2015	2014
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice	4,40 %	4,30 %
Moyenne pondérée du taux de croissance de la rémunération	3,07	3,07

Au 31 octobre 2015, le taux de croissance du coût des soins de santé relatif aux régimes pour les autres avantages postérieurs à l'emploi était évalué à 7,0 % diminuant graduellement pour s'établir à 4,25 % d'ici 2020, et demeure constant par la suite.

Le tableau suivant présente l'incidence de la variation des principales hypothèses sur l'obligation au titre des prestations définies pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 et comporte certaines limites. Les sensibilités de chacune des principales hypothèses ont été calculées sans tenir compte de la modification des autres hypothèses. Les résultats réels pourraient donc entraîner la modification des autres hypothèses simultanément. Toute modification d'un facteur pourrait entraîner une modification d'un autre facteur, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence des variations des principales hypothèses.

Augmentation (diminution)	Obligation au titre des prestations définies
Incidence d'une augmentation de 0,1 % du taux d'actualisation	(8,8) \$
Incidence d'une diminution de 0,1 % du taux d'actualisation	9,1
Incidence d'une augmentation de 1,0 % du taux de croissance du coût des soins de santé	1,0
Incidence d'une diminution de 1,0 % du taux de croissance du coût des soins de santé	(0,8)

Le tableau suivant présente la composition du coût au titre des régimes à prestations définies pour les exercices clos les 31 octobre :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Coût des services rendus	0,2 \$	0,2 \$	(1,3) \$	7,5 \$	(1,1) \$	7,7 \$
Coût des services passés	2,6	—	(2,9)	—	(0,3)	—
Frais d'administration	1,8	1,9	—	—	1,8	1,9
Gain de compression des régimes	—	(1,0)	—	—	—	(1,0)
Effet d'un règlement	—	0,1	—	—	—	0,1
Coût des régimes comptabilisé dans le résultat net	4,6 \$	1,2 \$	(4,2) \$	7,5 \$	0,4 \$	8,7 \$
Coût financier relatif à l'obligation au titre des régimes à prestations définies	32,0 \$	32,9 \$	0,4 \$	0,6 \$	32,4 \$	33,5 \$
Revenus d'intérêts sur les actifs des régimes	(32,4)	(32,2)	—	—	(32,4)	(32,2)
Intérêts nets sur le passif au titre des régimes à prestations définies	(0,4) \$	0,7 \$	0,4 \$	0,6 \$	— \$	1,3 \$
Coût au titre des régimes à prestations définies	4,2 \$	1,9 \$	(3,8) \$	8,1 \$	0,4 \$	10,0 \$

Les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les charges opérationnelles aux états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014 ont été de 2,0 millions de dollars et 2,1 millions, respectivement. Les gains nets ou les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les frais de restructuration et autres coûts (revenus) aux états consolidés du résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014 ont été de (1,6) millions de dollars et 6,6 millions, respectivement.

Le tableau suivant présente les coûts constatés dans les charges opérationnelles à l'état consolidé du résultat pour les régimes de retraite à cotisations définies et pour les régimes généraux et obligatoires pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Régimes de retraite à cotisations définies	19,6 \$	19,5 \$
Régimes généraux et obligatoires	18,3	18,7
	37,9 \$	38,2 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

29 ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de différents contrats de location simple de locaux, à effectuer des paiements s'échelonnant jusqu'en 2029. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de location de locaux ⁽¹⁾	28,7 \$	82,1 \$	42,9 \$	153,7 \$

⁽¹⁾ La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location simple venant à échéance entre 2016 et 2018. La Société estime pouvoir récupérer un montant totalisant 7,8 millions de dollars.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les principales garanties suivantes :

a) Indemnisations des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 31 octobre 2015, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

b) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société a convenu de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 31 octobre 2015, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 31 octobre 2015 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats opérationnels, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.

30 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs, de même que dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif à ces éléments est représentée par leur valeur comptable dans les états consolidés de la situation financière. La Société est également exposée au risque de crédit à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés. Toutefois, la Société estime que le risque est peu élevé puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Aux 31 octobre 2015 et 2014, l'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux actifs d'instruments financiers dérivés était négligeable.

La Société analyse régulièrement la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'approbation et d'évaluation particulières pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société a également contracté une police d'assurance-crédit couvrant plusieurs de ses clients importants pour un montant maximum de 20,0 millions de dollars de pertes combinées par année. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Au 31 octobre 2015, aucun client ne représente à lui seul 10,0 % ou plus des revenus de la Société, ou 10,0 % ou plus des comptes clients associés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction des types de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont revus à chaque date de clôture par la direction. La Société enregistre une dépense pour créances douteuses seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Les débiteurs en souffrance se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2015	Au 31 octobre 2014
Comptes clients		
Dans les délais	274,2 \$	273,3 \$
1 - 30 jours en souffrance	53,0	71,5
31 - 60 jours en souffrance	16,1	18,1
Plus de 60 jours en souffrance	17,4	27,5
	360,7	390,4
Provision pour créances douteuses	(4,8)	(7,3)
Autres débiteurs	37,1	32,0
	393,0 \$	415,1 \$

La variation de la provision pour créances douteuses se détaille comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Solde au début de l'exercice	7,3 \$	9,6 \$
Regroupement d'entreprise	—	0,2
Dépense pour créances douteuses	0,7	2,5
Activités abandonnées (note 11)	—	0,4
Créances recouvrées ou radiées	(3,2)	(5,4)
Solde à la fin de l'exercice	4,8 \$	7,3 \$

En se basant sur l'historique de paiements des clients, la Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les risques de non-paiements.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2015 :

2015	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	334,0 \$	334,0 \$	334,0 \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	384,1	446,4	28,4	30,2	387,8	—
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	7,8	7,8	—	7,8	—	—
	725,9	788,2	362,4	38,0	387,8	—
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme au passif	6,5	6,5	5,6	0,9	—	—
	732,4 \$	794,7 \$	368,0 \$	38,9 \$	387,8 \$	— \$

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2014 :

2014	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	299,2 \$	299,2 \$	299,2 \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	476,8	557,3	135,6	42,8	327,9	51,0
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	4,4	4,4	—	4,4	—	—
	780,4	860,9	434,8	47,2	327,9	51,0
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme au passif	1,0	0,5	0,5	—	—	—
Swap de taux d'intérêt interdevises au passif	1,7	2,0	2,0	—	—	—
	2,7	2,5	2,5	—	—	—
	783,1 \$	863,4 \$	437,3 \$	47,2 \$	327,9 \$	51,0 \$

⁽¹⁾ Excluant les instruments financiers dérivés

⁽²⁾ Excluant les passifs non financiers

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités opérationnelles et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société n'est pas exposée significativement au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt étant donné que la plupart de ses dettes à long terme sont à taux fixe.

b) Risque de change

La Société exerce des activités et exporte ses produits aux États-Unis, et achète du matériel de production en devise américaine. De plus, au 31 octobre 2015, la Société a des dettes à long terme en dollars américains d'une valeur nominale de 20,0 millions de dollars américains (90,0 millions de dollars américains au 31 octobre 2014). La Société est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 31 octobre 2015, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 80,0 millions de dollars américains (51,0 millions de dollars américains au 31 octobre 2014), dont 55,0 millions et 25,0 millions seront vendus au cours des exercices se terminant les 31 octobre 2016 et 2017, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 24 mois, à des taux variant de 1,1137 à 1,3225. Les contrats de change à terme sont désignés à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie au 31 octobre 2015 et les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice.

Pour les exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les AERG :

	2015		2014	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
Dollar américain	2,9 \$	(7,3) \$	2,9 \$	(4,4) \$
Euro	—	—	—	(2,4)

Une dépréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait l'effet contraire sur le résultat net et les AERG.

Juste valeur

La juste valeur représente le montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les estimations de la juste valeur sont effectuées à un moment précis, en tenant compte d'hypothèses concernant les montants, l'échelonnement des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation. Par conséquent, de par sa nature estimative et subjective, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments financiers.

La valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Le tableau à la page suivante indique la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés aux 31 octobre 2015 et 2014.

La juste valeur de la dette à long terme est établie en utilisant une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations formulées par la direction quant aux taux d'intérêts sur les marchés pour des émissions identiques ou similaires.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie à l'aide d'une évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. Les seuls instruments financiers de la Société qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente dans les périodes subséquentes à leur comptabilisation initiale sont les instruments financiers dérivés, soit les contrats de change à terme.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La Société présente une hiérarchie des justes valeurs sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés dans les trois niveaux suivants est évaluée comme suit :

Niveau 1 - Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques

Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)

Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

Le tableau suivant présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés aux 31 octobre :

	2015		2014	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Dette à long terme	400,5 \$	384,1 \$	490,7 \$	476,8 \$
Contrats de change à terme au passif	6,5	6,5	1,0	1,0
Swap de taux d'intérêt interdévisés au passif	—	—	1,7	1,7

Ces instruments financiers sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Au cours des exercices clos les 31 octobre 2015 et 2014, il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1, 2 et 3.

31 GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Optimiser la structure de financement en visant un ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts (revenus), et dépréciation d'actifs afin de conserver une cote de solvabilité élevée;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de pouvoir saisir des occasions d'investissements stratégiques.

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts (revenus), et dépréciation d'actifs comme indicateur principal de mesure de levier financier. Le ratio d'endettement net se présente comme suit pour les exercices clos les 31 octobre :

	2015	2014
Dette à long terme	347,7 \$	358,7 \$
Portion courante de la dette à long terme	36,4	118,1
Trésorerie	(38,6)	(35,2)
Endettement net	345,5 \$	441,6 \$
Résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts (revenus), et dépréciation d'actifs	378,7 \$	354,1 \$
Ratio d'endettement net	0,9x	1,2x

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations financières, de même qu'à l'égard d'aucune de ses clauses restrictives.

32 ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Conclusion d'une entente de principe avec The Globe and Mail Inc.

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu une entente de principe avec The Globe and Mail Inc. visant l'impression du journal *The Globe and Mail*. La Société recevra prochainement un paiement unique de 31,0 millions de dollars pour compenser les réductions de prix sur les services futurs sur la durée restante du contrat. Le montant reçu sera comptabilisé à titre de revenus reportés et amorti aux revenus au cours des prochains exercices.